

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES RÈGLEMENTS
SUR LES
MARCHÉS DES BLÉS DE PARIS
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 11 Juin 1917

PAR

Maurice BROCHIN

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, *professeur.*
HITIER, *professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1947



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES RÈGLEMENTS
SUR LES
MARCHÉS DES BLÉS DE PARIS
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 11 Juin 1917

PAR

Maurice BROCHIN

Président : M. SOUCHON, *professeur*
MM. FERNAND FAURE, *professeur*.
HITIER, *professeur*.

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1917

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS

LES RÈGLEMENTS
SUR
LES MARCHÉS DES BLÉS DE PARIS
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

PRÉAMBULE

L'IMPORTANCE DE LA QUESTION DU BLÉ
ET L'INTERVENTION ROYALE

Un des problèmes économiques qui, sous l'ancien régime, s'est posé avec le plus d'intensité est la question des blés.

Cette denrée — et c'est ce qui rendait et rend toujours le problème délicat et plein d'embûches — est de nature particulière : indispensable à la nourriture, elle ne peut être compensée, comme parfois d'autres marchandises, par des produits de substitution, que de façon très insuffisante. Aussi, à une époque où une production restreinte risquait, à la moindre occasion, de rester inférieure aux besoins des consommateurs, le manque de blé entraînait des conséquences économiques et sociales d'une importance extrême. Survenait-il une famine, une disette, une simple élévation du prix des grains : c'était alors,

pour tout le royaume, la misère, des troubles, une recrudescence de mortalité. Chaque récolte insuffisante fauchait des milliers d'hommes.

Le mal, une fois déclaré, restait, jusqu'à la récolte suivante, sans remède appréciable. La France, pays gros producteur de blé, ne pouvait guère faire appel utilement à des nations étrangères, souvent moins riches qu'elle, et dont la politique également dominée par le souci de protéger le marché national, ne permettait pas toujours l'exportation des grains. Le plus souvent d'ailleurs, ces Etats, exposés, par leur situation européenne, aux mêmes conditions climatiques que la France, souffraient, en même temps qu'elle, de récoltes déficitaires. A supposer même qu'ils aient été en mesure de répondre à des demandes de secours, la lenteur des transports risquait de n'apporter le remède que longtemps après que l'urgence s'en était déclarée.

Sachant que notre pays était, en fait, ainsi réduit à ses propres ressources — car on ne peut compter comme pratique usuelle les achats qui dans les derniers temps de la royauté furent faits en Afrique — nous comprenons mieux comment une ou deux mauvaises récoltes suffisaient normalement à entraîner des hausses de prix formidables, dont souffraient surtout les classes pauvres, pour qui l'aliment de

première nécessité devenait inabordable : quelles perturbations ne nous laissent pas deviner, même dans des budgets de ménages aisés, des variations pareilles à celles qui, en 1221, font passer le setier de blé de 2 à 16 sols, puis en 1360 de 5 à 44, en 1427 de 6 à 34. Entre 1575 et 1595 il montera à 42 sols, en 1690, il atteint 38... (1)

En ces temps de crise, le peuple se tournait, tout naturellement, vers le représentant de l'intérêt public, du « commun profit du royaume » disait Beaumanoir, vers le Roi.

Les sentiments aussi bien que les intérêts du maître et des sujets étaient d'accord sur le but à atteindre : « le blé à bas prix ». Et de cette idée directrice, qui sera malheureusement appliquée en ne tenant compte que de la protection unique des intérêts du consommateur, nous allons voir découler une suite de mesures réglementant la production et la vente des blés. L'intention, l'idée en étaient sans doute louables, mais la mise en œuvre, nécessaire et supportable au début, ne devait pas tarder à devenir une source d'oppression économique. Oppression d'autant plus lourde qu'on la sentira de plus en plus inefficace, et que le pouvoir central y renoncera

1. D'Avenel, *Salaires et denrées*.

d'autant moins qu'il devait trouver dans le contrôle de ces transactions la cause d'une augmentation notable de ses propres revenus. Il ne se rendait ou ne voulait pas se rendre compte qu'il reculait lui-même le but poursuivi, en créant ainsi un impôt indirect à formes multiples dont le poids retombait pesamment sur les petites gens.

Il faudra la tourmente de la Révolution pour balayer dans un grand souffle de liberté le monument délabré, et sans cesse étayé, des règlements désuets.

Laisant de côté tout ce qui touche la production des blés, nous bornerons cet exposé à l'étude des règlements qui concernent la vente sur le marché de Paris. En parcourant l'ensemble des mesures prises pour assurer le ravitaillement de la capitale, nous aurons examiné les solutions types adoptées par le pouvoir central, puisque Paris était, ainsi que se plaisent à le répéter les édits royaux, « le chef du royaume, et là où tous doivent prendre bon exemple (1 2) ».

1. Édît., septembre 1372.

2. Tandis qu'en 1313, Dulaure estime d'après les rôles d'imposition de Philippe le Bel à 70.000 muids la consommation annuelle en blé de Paris. Le procès-verbal d'une assemblée tenue au Châtelet le 26 juillet 1630 l'évalue à 20.000 muids de blé par semaine; elle était en 1776 de 1.152.574 muids par an (vérification faite par Turgot).

CHAPITRE PREMIER

POURQUOI ET COMMENT L'AUTORITÉ ROYALE INTERVIENDRA DANS LA QUESTION DE L'APPROVISIONNEMENT DE PARIS

PREMIÈRE SECTION

Il semblerait que la situation géographique de Paris, desservi par un réseau admirable de voies naturelles, la Seine, la Marne, le Loing, l'Yonne, l'Oise, offrant une voie d'écoulement facile aux produits de provinces fertiles en blé, ait dû, de tout temps, mettre cette ville dans des conditions particulièrement heureuses au point de vue de l'approvisionnement et du commerce des blés.

Il n'en était cependant rien : la multitude de règlements, édits, ordonnances, sentences qui se rattachent à cette question suffit à nous montrer l'immense et perpétuel souci qu'elle causait aux autorités publiques.

Cet état de gêne alimentaire trouvait sa cause pro-

fonde dans des entraves naturelles et artificielles, dont le poids se fit d'autant plus lourdement sentir que les besoins de la population grandissante s'accroissaient.

Causes naturelles. — La production du blé était, comparée aux rendements obtenus de nos jours, sensiblement plus faible : alors qu'au ^{xx}^e siècle la France atteint facilement une production de 16 hectolitres à l'hectare, et le Danemark 36 hl. 8, c'est à peine si aux temps anciens, le blé donnait sept à huit fois sa semence ; on citait comme splendide (1) un rendement de 7 hectolitres pour 60 ares.

Il s'en suivait que bon nombre de terres, auxquelles les procédés actuels de culture perfectionnée faisaient défaut, restaient incultes, parce que le prix de vente n'aurait pas ou aurait à peine couvert les frais. Les règlements édictés par l'autorité royale, en vue d'attacher le cultivateur au sol, ou de lui imposer la mise en valeur de terres incultes, ne donnèrent jamais grand résultat.

Causes artificielles. — Les obstacles artificiels étaient la lenteur, la cherté et l'insécurité des transports, qu'ils s'effectuassent par eau ou par voie de terre.

1. Bord, *Histoire du blé en France*.

Nul, au moyen âge, ne pouvait amener dans Paris des marchandises par eau, s'il n'était Parisien et marchand de l'eau, ou s'il ne se faisait l'associé d'un « marchand par eau ». Cette puissante corporation, la Hanse Parisienne, était administrée par quatre jurés et un prévôt, qui devint le « Prévôt des marchands ». Elle immobilisait aux ponts de Mantes, Villeneuve-Saint-Georges, Gournay et Cormeilles tout bateau n'appartenant pas à l'un de ses membres. Pour dépasser ces points, il fallait que les mariniens s'entendissent avec un membre de la Hanse qui fixait souvent à la moitié des bénéfices le prix de son intervention (1). Pour ce motif, qui rendait très onéreux le transport par eau, et en raison également des incursions fréquentes des Normands, le transport par voie de terre resta jusqu'à la fin du xii^e siècle de beaucoup le plus usité.

Les difficultés, cependant, étaient, par route, considérables : les routes n'étaient ni assez nombreuses, ni suffisamment entretenues ; par contre, elles étaient barrées par de multiples péages. Ces perceptions, dues à l'origine à chaque seigneur local à titre d'indemnité pour l'entretien des chemins, ou pour la sécurité qu'il vous y garantissait, survécurent à la

1. Franklin, *Dictionnaire historique des arts, métiers.*

féodalité et devinrent une des causes les plus sensibles de hausse du prix du blé. Pour n'en donner que deux exemples : en 1478 un muid de blé d'une valeur marchande de 13 liv. 14 s. payait en octrois, courtage, camionnage et péages 4 liv. 8 s., soit le tiers de sa valeur, pour aller de Rouen à Amiens (1). Vers 1700, il en coûtait, pour faire venir un demi-muid de blé de Sens à Paris, 35 sols dont le détail, donné par Delamare est curieux :

Pour mener au port de Sens.....	5 sols
De Sens à Paris pour le marinier..	15 sols
Aux jurés porteurs de Paris pour mettre à terre.....	5 sols
Aux facteurs.....	3 sols 4 deniers
Aux mesureurs.....	1 sol 3 —
Pour le jealle.....	1 sol 6 —
Pour les gardes de nuit.....	0 sol 8 —
Pour la planche et le boueur(?)....	3 sols 3 —

A la même époque, pour venir d'Arcis-sur-Aube ou de Châlons à Paris, le muid payait 25 livres.

Quant à la lenteur des transports, il suffira, pour en donner une idée, d'indiquer qu'il fallait dix-huit jours pour faire une commande de blé de Lyon à Marseille (2) et y répondre ; il était difficile, dans ces

1. D'Avenel.

2. Bord.

conditions, à la concurrence d'arriver à temps, et de régulariser à elle seule, comme de nos jours, les prix sur les marchés.

Mais l'obstacle le plus sérieux que rencontrait l'approvisionnement de la capitale était surtout l'insécurité des transports. Le commerce était encore, au moyen âge, local ; il restera sous la royauté dominé par des intérêts locaux et des vues particularistes. Le seigneur, pas plus que ses vassaux, ne pouvait voir sans terreur le blé quitter ses domaines : il était aussi bien tenté d'en arrêter la sortie que de le réquisitionner en cas de simple transit, lorsque la disette ou une mauvaise récolte semblaient être imminentes. Le marchand chargeant pour Paris n'était donc jamais sûr d'arriver à destination et il était de toute justice qu'il cherchât à s'indemniser sur l'acheteur, quand il arrivait à le joindre, des soucis, des risques ou des pertes encourus.

Il faut pourtant noter que, tandis que la lenteur et la difficulté des transports persisteront jusqu'à la fin de la royauté, leur insécurité s'atténuera au fur et à mesure que s'agrandira le ressort du Parlement de Paris, dont les sentences, en matière d'approvisionnement, arriveront à être exécutées par ses délégués fort loin de la capitale.

SECTION II

La réglementation. — A tous ces maux qui rendaient impossible le libre jeu de la concurrence, il était naturel qu'un pouvoir absolu cherchât un remède dans le mode autoritaire de la réglementation. Il était encore plus naturel que, dans une vue simpliste, il commençât par écouter les doléances les plus proches, celles des acheteurs, et qu'il fit supporter aux marchands et aux laboureurs la responsabilité de la cherté des prix. La conception de la royauté, qui croyait en cela être toujours le représentant de l'intérêt public, fut le blé à « bas prix ». Son erreur fut d'avoir adopté, pour réaliser ce programme, les mesures les moins indiquées et de n'avoir notamment jamais compris que, si les intérêts du consommateur sont respectables, ceux de l'intermédiaire et du producteur le sont au même titre. Il pouvait arriver, et il arriva, qu'avec un tel système, le producteur, insuffisamment rémunéré, abandonnait, malgré tous les règlements contraires, sa culture et contribuait ainsi à augmenter les chances de disette pour l'avenir. Delamare se fait sans doute illusion quand il nous dit que les efforts de la royauté tendaient non seulement à avoir le blé à bas prix, mais encore à lui fixer un prix « raison-

nable », satisfaisant les intérêts de toutes les parties en cause. En fait, ceux des marchands, des vendeurs de blé furent toujours lésés, ou à tout le moins comprimés au profit de ceux des acheteurs.

Cette tendance de la royauté avait pu, au début, être justifiée, au moins sur un point : lorsque le marché était restreint, et limité à peu près à la vente directe, la présence du marchand ne s'y justifiait pas. La méfiance à l'égard de tout intermédiaire était très naturelle : le marchand restait l'ennemi qu'il « fallait empêcher de fixer aux marchandises un cours qui n'avait d'autres bornes que son avarice insatiable ». Mais cette conception aurait dû évoluer avec la modification même des conditions du marché : il ne pouvait plus être question, avec l'accroissement des populations urbaines, du seul commerce de détail visé à l'origine, par les règlements : il aurait été bon de faire place au commerce de gros, de se dépouiller à son égard de tout esprit, non de contrôle, mais de méfiance. La réglementation aurait dû se faire d'autant moins stricte que l'extension des transactions allait permettre, bien que faiblement encore, le jeu de la concurrence. Même la difficulté des communications, et le petit nombre des marchands ne pouvaient justifier très sérieusement les craintes d'accaparement, car de telles manœuvres

sont, en ce qui concerne le blé, sans cesse combattues par la détérioration inévitable de la denrée, par les frais de manutention et de garde, et par l'intérêt du capital engagé. La royauté, cependant, gardera jusqu'au bout la même attitude : des raisons fiscales l'y encourageaient d'ailleurs.

En adoptant cette réglementation outrancière, le roi — il faut bien en convenir — ne faisait que suivre, au lieu de les redresser, des opinions fortement enracinées dans le peuple : une fois de plus, les mœurs faisaient les lois. « Les peuples se sentent tellement intéressés à tout ce qui a rapport à leur subsistance, nous dit à ce sujet Duhamel-Dumonceaux, que, pour le maintien de la tranquillité publique, le gouvernement est obligé de se conformer à leurs préjugés et d'établir le système qu'ils approuvent. »

L'erreur où persévera la royauté était donc pardonnable : pour obtenir enfin des prix constamment raisonnables du blé, il faudra, et ce sera l'œuvre du temps, que le progrès agricole augmente la production du blé, et que la liberté du commerce et le bon marché des transports permettent au commerce international de niveler ces prix.

Les premiers essais de réglementation officielle ne datent guère que de Philippe-Auguste. Auparavant,

la population parisienne, encore peu importante, trouvait à proximité de sa ville les champs suffisant à pourvoir à sa subsistance ; sous Philippe-Auguste, l'agglomération parisienne, s'agrandissant, prend un caractère définitivement urbain : les champs que renferme encore la nouvelle enceinte ne peuvent pas assurer le débit nécessaire : il faut faire venir du dehors le blé indispensable, mais par quantités encore assez minimes pour que le commerce de détail puisse y suffire tout seul. La royauté va dès lors « imposer aux marchands l'ordre et la discipline qu'ils doivent observer, et se précautionner contre les monopoles, les usures, les retards de voiture, les magasins à contre temps et tous les autres artifices que l'envie désordonnée du gain pourrait inventer pour diminuer l'abondance et augmenter le prix des vivres » (Delamare). Il suffit ici d'indiquer la tendance des règlements ; nous en verrons plus loin (Ch. des marchands) la mise en œuvre.

Mais, en même temps que le roi, veillant, avec une louable sollicitude, au bien-être de son peuple, s'imaginait qu'il suffisait de faire dresser par ses agents le relevé des provisions nécessaires à Paris, et des arrivages, il contribuait à augmenter, par des mesures néfastes, la pénurie contre laquelle il luttait : c'est ainsi qu'il faut voir dans les fréquentes altéra-

tions de monnaie et la mise en vigueur des tarifs maxima, bien plus que dans des spéculations individuelles, la cause première des « magasins à contre-temps » (1) les vendeurs espérant ainsi trouver le moyen de se soustraire aux pertes dont les mesures royales étaient pour eux la cause, et forcer par la rareté, la hausse de la marchandise.

Et, comme il en arrive pour toute mesure qui entrave le cours normal des choses, les efforts du gouvernement dans l'application de règlements de plus en plus étroits, ne donnaient pas grands résultats : c'est sans doute, se dira-t-il, que ces ordonnances sont ou mal ou pas appliquées. Et le remède sera pire que le mal, de la naissance à la multiplication des officiers de marchés.

D'abord simples commis royaux pour la plupart, ils vont être chargés de veiller strictement à l'observance des mesures concernant l'approvisionnement des marchés : leur rémunération est assurée par le montant des droits perçus à l'occasion des transactions effectuées. Si, à l'origine, cette perception peut, à la rigueur, représenter le prix du service soi-disant rendu par l'officier aux parties en présence,

1. Manguin, *Études historiques sur l'administration de l'agriculture en France*.

elle ne tardera pas à se transformer en un impôt très lourd, dont la tendance constante sera de s'aggraver. La royauté, voyant un moyen facile de se procurer ainsi des ressources, fera de ces commissions des offices vénaux, puis héréditaires, dont les titulaires n'auront qu'un désir : toucher les plus gros revenus possible d'une charge qu'ils avaient payée fort cher. Le service rendu disparaît, l'impôt reste et pèse d'un poids croissant sur toutes les causes, déjà aperçues, de la cherté des blés.

Cette création des officiers de marché était d'autant plus dangereuse que nul obstacle n'arrêtait le roi. En sa qualité de souverain, il se reconnaissait le droit de limiter l'exercice d'un métier à ceux des candidats remplissant certaines conditions (création des corporations), ou même de limiter le nombre des gens admis à exercer le métier, ou au contraire de conférer à qui lui plaisait l'exercice d'un métier dans les professions déjà constituées en corporation, aussi bien que de l'affranchir des liens de la corporation.

Ces prérogatives royales donnèrent lieu à un tel abus du trafic des lettres de maîtrise et des lettres de confirmation que bientôt les acheteurs ne se présentèrent plus. Et ce sont ou de honteux marchandages avec les communautés, pour, en échange d'une aug-

mentation des droits qui leur étaient accordés, en obtenir le versement du prix de ces charges invendables, ou, à l'inverse, des suppressions de maîtrise, opérées en bloc. Au fond de tous ces agissements, on trouve les mêmes soucis d'argent : l'Etat touche une gratification pour faire, ne pas faire ou défaire ce qu'il a fait. Cette spéculation, était, en réalité, désastreuse pour les finances publiques, car les titulaires de tels emplois jouissaient des immunités d'impôts attribuées aux officiers royaux (1).

Ajoutons qu'avec un tel système, c'est en définitive sur l'acheteur que ces mesures avaient pour but originaire de protéger, que toute la charge retombait : la réglementation, qui devait procurer le blé « à bas prix », devenait une cause de hausse, et par la gêne qu'elle apportait aux transactions, et par les préoccupations fiscales auxquelles elle répondait.

Pourtant l'acheteur trouvait, dans l'excès même de sa misère, une atténuation : trop d'autorités légiféraient simultanément sur cette question des subsistances de la capitale : le roi, le Parlement, le Conseil du roi, le Prévôt des marchands, et depuis Charles VI le Prévôt de Paris, sans compter les officiers subalternes qui tenaient par délégation le

1. Franklin.

droit de réglementation dans leur sphère. Cet abus de prescriptions entraînait, par un retour fatal, leur méconnaissance, de la part même des officiers chargés de les appliquer. Aussi n'est-il pas étonnant de voir les mêmes prohibitions rappelées presque mot pour mot à plusieurs siècles de distance. Delamare nous dit fort plaisamment qu'au cours de la disette de 1698, on ne crut pas nécessaire de faire de nouveaux règlements... « il y en avait eu assez dans les années précédentes : il ne s'agissait que de les faire exécuter... » Et si, en fait, il semble qu'ils ne l'étaient qu'en temps de crise, il n'en reste pas moins « qu'ils étaient un glaive toujours levé avec lequel les magistrats peuvent frapper, ruiner, déshonorer à leur gré tout négociant qui leur aurait déplu, ou que les préjugés populaires leur auraient dénoncé » (Turgot).

Les mesures secondaires. — La seule réglementation du marché ne put cependant prévenir la pénurie de blé dont souffrit à maintes reprises la capitale. Aussi, peu à peu, l'Etat dut-il envisager de nouvelles solutions.

La première appliquée fut ce privilège accordé à la ville de Paris que les vivres destinés à sa subsistance ne pouvaient être saisis en cours de route, pour quelque cause que ce soit. Ce privilège visait, bien plus que les créanciers des marchands, les

agissements, que nous avons déjà signalés, de certaines autorités locales qui ne craignaient pas de réquisitionner pour satisfaire les besoins de leur propre population les grains qu'elles voyaient passer dans l'étendue de leur juridiction ; Turgot (1) nous confirme « cette longue habitude des mauvaises lois qui avaient conduit le peuple et même les officiers de Police, dès qu'il se manifestait quelque cherté dans les grains, à s'emparer de ceux qui passaient pour se rendre dans d'autres cantons... » C'est contre de telles pratiques que s'élèvent les arrêts du Parlement ; tel l'arrêt du 19 décembre 1565 qui « lève et ôte les défenses faites par les baillis et sénéchaux de son ressort aux traictes de blé nécessaires et destinées à la provision et fourniture de Paris, et leur enjoint de les laisser passer librement... », tels celui de décembre 1660, l'édit de décembre 1672, l'arrêt du Conseil du 2 octobre 1643.

Mais, en échange, ou plus exactement, à côté de ce privilège, une série d'obligations sera imposée aux marchands, ainsi que nous le verrons plus loin, tendant à les contraindre d'assurer le transport vers la capitale dans le plus bref délai, des blés achetés ; des précautions minutieuses étaient prises pour les

1. Lettres.

empêcher d'en distraire la plus faible parcelle. Cette obligation deviendra peu à peu une véritable servitude, s'exerçant à l'encontre des marchands ou des particuliers producteurs ou possesseurs de blés, et ayant pour objet, comme nous l'indique une ordonnance de 1586 du Prévôt de Paris, de les obliger à ne transporter qu'à Paris les grains *chargés sur* la Seine, la Marne et l'Oise : la contrainte s'exerça même parfois d'une manière plus stricte : c'est ainsi qu'en 1569 (mandement du 14 juillet confirmé par ordonnance royale du 20 octobre 1573) l'échevinage parisien donna pouvoir à « deux sergents de la marchandise par eau d'aller, en amont et en aval, contraindre à la livraison des denrées ». De même en 1585, un arrêt du Conseil ordonne d'envoyer sur la Seine jusqu'à Montereau pour amener des grains.

Ce système se généralisa, et une ordonnance du 19 octobre 1694 reprit l'idée de Philippe le Bel, qui, en 1304, avait envoyé dans toutes les villes de la Vicomté des agents s'informer de la quantité de grains qu'il y avait sur chaque territoire, y laisser le strict nécessaire à la subsistance des habitants jusqu'à la prochaine récolte, et faire vendre le reste. Une autre ordonnance, de novembre 1577, permet également, en cas de nécessité, aux officiers de Police des lieux « de faire ouvrir les greniers en tous temps quand

besoin sera ». L'ordonnance de 1694 confie de plus à un délégué permanent le soin de surveiller en Champagne l'exécution des prescriptions concernant le commerce des grains destinés à être amenés à Paris pour sa provision, et, suivant icelles, contraindre les marchands de faire charger et voiturier en cette ville ce qu'ils auront acheté, incontinent après l'achat..., faire faire ouverture des greniers où se trouvent réservés les grains, et vendre les dits grains aux marchands de Paris. » Cette mesure fut réitérée, notamment par une ordonnance du 7 mai 1709, mais ce furent alors deux délégués qui furent nommés pour aider les contrôleurs royaux, créés en 1708, à vérifier dans toute la France les quantités de blés, possédées par les marchands, propriétaires et fermiers.

Il y avait, dans ces pratiques, l'exercice d'un véritable droit de réquisition dans l'intérêt de Paris.

Une seconde solution, que nous aurons l'occasion d'examiner plus loin, destinée à conjurer le manque de blé dans Paris fut la création de la « zone réservée », vers le milieu du xvi^e siècle. On désignait sous ce nom un cercle d'un rayon de huit lieues, porté plus tard à dix, tracé autour de Paris, et à l'intérieur duquel il était interdit, même aux marchands de Paris, de faire des achats de blé. Les producteurs de

cette zone étaient tenus d'apporter leurs grains aux Halles de Paris. On cherchait à obtenir de cette manière un double résultat : constituer un grenier naturel autour de la capitale, et amener la baisse des cours grâce à la concurrence qui ne pouvait manquer de s'établir entre les laboureurs apportant à Paris, et les marchands achetant au loin.

Aucun blé, originaire de cette zone ou y ayant pénétré, ne pouvait en ressortir, sauf permission spéciale du Prévôt des marchands.

L'intervention de l'Etat dans l'approvisionnement soit par la constitution de greniers d'abondance, procédé antique renouvelé des Pharaons, soit par des achats effectués sous son contrôle, constitua la dernière en date des solutions envisagées pour régulariser les subsistances de la capitale.

Les greniers d'abondance n'apparaissent qu'en 1567 sous Charles IX, et répondent à une pensée très simple exprimée dans une ordonnance du 4 février de la même année : « Le plus sûr moyen de ne pas retomber dans cette calamité (pénurie de grains) est de la prévenir... » idée que reprendra non moins simplement Turgot sous cette forme : « Il est cependant impossible d'avoir des grains à porter si l'on n'a point fait de magasins ». Il ajoutait, il est vrai : « Il est impossible qu'il y ait des magasins si,

en les formant, on peut craindre d'être un jour, obligé de vendre à perte. » Donc, en 1567, le roi enjoignait dès lors aux magistrats des villes de prendre les mesures nécessaires pour avoir toujours en magasins ou greniers publics des grains, pour les en tirer et s'en servir au besoin. Il ordonnait aux magistrats de police d'exciter chacun des habitants en cas de menace de disette de se pourvoir de quelque médiocre quantité de grains pour les provisions de sa famille et en aider le public de ce qu'ils auraient de trop ». C'était là faire preuve d'un aimable optimisme. L'arrêt du 20 octobre 1573 prévoit que, pour remplir ces greniers, « on affecterait les deniers qui se lèveront pour les fortifications de l'année prochaine », ce qui indique que l'idée royale avait été mise à exécution. Henri III à son tour recommande cette pratique dans l'ordonnance de novembre 1577, et prescrit de faire en sorte que l'amas de grains suffise pour fournir les habitants l'espace de trois mois au moins. Nous verrons reprendre cette pratique dans une ordonnance du 3 avril 1736, qui enjoignait aux communautés religieuses d'avoir une provision suffisante pour trois années au moins.

Malheureusement, jusqu'au xviii^e siècle, on ne pensait à prendre ces précautions que lorsque la

crise était imminente, et la simple menace de disette transformait automatiquement en une crise déclarée ce qui n'aurait parfois dû être qu'un resserrement passager du marché.

Vers 1737, on songea à établir une réserve, permanente cette fois. La déclaration du 16 avril 1737 autorise la Ville de Paris à construire dans les dépendances de la Salpêtrière un magasin susceptible de recevoir un dépôt de dix mille setiers de blé. Bientôt ces prévisions, qui correspondaient à une consommation de trois jours, pour une population supérieure à 500.000 âmes apparaîtront insuffisantes, et le gouvernement recourra dès lors également à des achats de blé, soit directs, soit effectués par des particuliers privilégiés et autorisés. L'Etat, pratiquant lui même ce commerce de gros, verra le peuple exercer contre lui la méfiance dont il avait fait preuve à l'encontre des marchands, et bientôt naîtra la légende de l'Etat spéculant sur la famine du peuple.

Louis XIV eut simultanément recours aux greniers d'abondance, aux aumônes royales distribuées aux familles pauvres dans les galeries du Louvre, (cf. Delamare, avril 1662) et aux achats directs de céréales, notamment en 1662, 1684, 1694 où l'Afrique secourut puissamment le royaume, et en 1713. Puis

les services de secours à la population furent centralisés dans le « Bureau de l'administration des Blés du Roi ». A partir de 1730, une caisse spéciale « la Commission des Blés » fut créée dont la dotation aura pour but de subventionner des marchands, bien plus que de faire des achats directs ou des importations au nom du Roi. L'effet ainsi recherché était de régulariser les cours en cas de hausse. L'effet obtenu fut tout opposé ; il arriva que les marchands ou les Commissionnaires royaux, jouissant de leur entière liberté d'achat, assurés sur toutes leurs opérations d'un pourcentage de 20/0, eurent intérêt à acheter au plus haut prix le plus de blé possible ; sous prétexte de constituer des approvisionnements, ils découragèrent le commerce libre, incapable de soutenir la lutte (1). L'abbé Terray lui-même, dans sa circulaire aux intendants du 27 septembre 1773, reconnut ces abus, et déclara que, dorénavant, l'approvisionnement se ferait par la voie du commerce, « sans danger de concurrence de la part du

1. Nous trouvons dans *l'Essai d'un citoyen sur les causes de la famine de 1789*, les réflexions suivantes à ce propos : «... Ces gens (les Commissionnaires royaux) deviennent donc maîtres de renchérir les grains et sont intéressés à le faire pour fournir beaucoup : ils ne trouvent de limites que dans les moyens du manouvrier.. Les révoltes mêmes contribuent à leurs avantages en ce qu'elles leur attirent des témoignages de reconnaissance, pour avoir réparé des maux dont ils sont la cause. »

gouvernement », promesse qui, d'ailleurs, ne fut pas tenue.

Entre temps, la question des blés exaspérait à tel point l'opinion publique que l'habitude fut prise, pour ne plus l'émouvoir, d'évoquer devant le Conseil du Roi presque toutes les difficultés relatives aux céréales.

C'est ici que se mêle à l'histoire de l'approvisionnement de Paris celle de la Compagnie Malisset, dernière solution envisagée par l'autorité. Fondée en 1730, cette société se composait de financiers, de gouverneurs, et d'intendants de province. Elle ne tarda pas à être agréée et soutenue par le roi. Dans la pensée de L'Averdy, le contrôleur général qui l'autorisa, elle n'aurait dû être qu'un moyen de constituer une réserve permanente de blé pour Paris ; mais les avantages accordés à Malisset lui permirent de devenir, de fait, un véritable monopoleur. Il prenait en charge quarante mille setiers de blé, emmagasinés dans les greniers du roi, et s'engageait à entretenir et renouveler cette réserve moyennant une subvention de 28.000 livres de blé par an. Il pouvait vendre et acheter librement ; toutes ses opérations étaient faites au nom du Roi. Le traité du 28 août 1765 ne fut renouvelé d'ailleurs que jusqu'en 1768.

Turgot eut aussi recours à ce même moyen ; mais

il le fit plus habilement, et d'ailleurs dans un autre but. Il espérait ainsi adoucir les difficultés que devait faire naître le passage du régime antérieur d'oppression économique au régime de liberté des édits de 1774-1776. Il passa en septembre 1775 un traité avec deux négociants, les frères Leleu, qui se chargeaient d'apporter à la Halle de Paris, quand ils en recevraient l'ordre, 25.000 sacs de farine par an. Ils vendaient cette farine au prix courant pour leur propre compte. Le gouvernement leur accordait, à titre d'indemnité, la jouissance gratuite de l'établissement de Corbeil et une allocation annuelle de 25.000 livres.

Ce traité fut modifié en 1777 par Necker qui porta la subvention à 62.000 livres, à condition qu'ils pussent fournir à première réquisition 6.000 sacs « pour les besoins qui pourraient survenir à la Halle ». A partir de 1784, les frères Leleu durent fournir en sus, à raison de 4 livres par sac, 3.000 sacs pour Versailles et autant pour Saint-Germain. Enfin, le traité de 1787 porte qu'ils vendraient à leur compte, ou suivant un prix réglé avec l'administration, les 31.000 sacs de farines qu'ils étaient susceptibles de fournir à la Halle.

Les opérations sur les grains fournirent au public qui, malgré elles, souffrait toujours de la hausse des prix, l'occasion d'accuser le gouvernement de spé-

culer sur les grains, et de vendre chèrement des blés acquis avec les deniers des contribuables. Ces soupçons étaient d'autant mieux accueillis que l'autorité, voyant ses mesures incomprises, s'attachait à les tenir le plus secrètes possible.

Moyens exceptionnels. — A côté de la réglementation des marchés, et des mesures secondaires que nous venons d'examiner, on avait encore recours, en cas de disette, à divers moyens exceptionnels qui constituaient des palliatifs plus ou moins efficaces. Un premier procédé consistait, comme en juillet 1587, à expulser de Paris tous les pauvres qui étaient étrangers à la ville. Cette année-là, pour pouvoir nourrir les 17.000 pauvres parisiens qui, eux, n'avaient pas été chassés, on fut obligé de lever des impôts trois ans d'avance.

Un autre moyen consistait à implorer l'intercession divine : on descendait et portait en procession solennelle la chasse de sainte-Geneviève.

Enfin, et c'est un remède qui, paraît-il, a conservé de nos jours toute sa valeur, le roi convoquait en grande Assemblée, en la chambre de Saint-Louis au Palais, les Cours, les Magistrats et officiers de Police, le Prévôt des marchands et les Echevins, les Clergés séculier et régulier, et les notables bourgeois pour « délibérer sur les moyens de pourvoir aux besoins

publics » (cf. Procès-verbal de la Séance du 12 décembre 1630, Delamare).

Une pratique préconisée par Philippe de Beaumanoir était d'imposer à tout détenteur d'un excédent de provisions la vente de ses produits : « quand il advient temps de famine les seigneurs peuvent commander à leurs sujets qu'ils retiennent tant seulement des choses dont il est faulte, que ce qui leur convient pour eux et leur *meis nie* à l'année passer. »

La taxe, enfin, constituait l'expédient suprême — et inopérant — : c'est un arrêt du Conseil qui en 1418 fixe le prix du froment à 22 liv. 18 s. et une ordonnance du Prévôt qui en 1430, l'indique à 16 liv. 5 s. ; de même en 1560, 1693 et à toutes les époques où le pouvoir central, incapable de prévoir les événements, essaie d'y remédier par un accès de volonté. Ce remède n'avait pas sous l'ancien régime plus d'efficacité que de nos jours, où nous sommes à même de constater son inutilité.

CHAPITRE II

LES TENTATIVES D'AFFRANCHISSEMENT DU COMMERCE DES GRAINS AU XVIII^e

Nous venons de voir que, jusqu'aux derniers moments de son existence, la royauté resta persuadée que le commerce libre, livré à lui-même, ne pouvait que laisser Paris mourir de faim, et qu'il était de toute nécessité, pour éviter si grand mal, d'enserrer l'activité et l'initiative individuelle en des bornes étroites.

« Entretenir perpétuellement dans une ville telle que Paris une consommation immense dont une infinité d'accidents peut toujours tarir quelque source, réprimer la tyrannie des marchands à l'égard du public et en même temps animer leur commerce, tenir les abus nécessaires dans les bornes précises de la nécessité qu'ils sont toujours prêts à franchir, voilà quelles sont les fonctions du magistrat de

police » (1). On ne peut mieux résumer le programme qu'avait essayé de réaliser la monarchie, programme immense, tâche insurmontable, en raison des éléments contradictoires, des intérêts opposés qu'il devait ménager ou associer.

Aussi le spectacle incessant des efforts stériles d'une réglementation à outrance, le désir de remédier efficacement au mal terrible des disettes, amèneront-ils peu à peu l'éclosion de doctrines économiques aux tendances nouvelles. « Vers l'an 1750, nous dit Voltaire, la nation, rassasiée de vers, de tragédies, d'opéras... se mit enfin à raisonner sur les blés ». L'idée de concilier par voie d'autorité les intérêts du cultivateur, du marchand et de l'acheteur — intérêts opposés puisque tous ceux qui achètent ne tendent qu'à l'épargne, et ceux qui vendent mettent tout en usage pour augmenter leurs gains — fit place, pour des motifs d'ailleurs parfois dissemblables, à celle de liberté, et l'affranchissement du commerce des grains devint le mot d'ordre des physiocrates.

Déjà, au début du XVIII^e siècle, Boisguilbert s'était élevé contre le système d'entraves alors en vigueur. Puis d'Argenson, Machault avaient écrit dans le même sens. Herbert, dans son *Essai sur la police des*

1. Delamare, *Traité de la Police*.

grains s'efforce d'établir que la liberté du commerce assurerait, mieux que tout système réglementaire, l'approvisionnement sans cherté. « Les heureux effets de la concurrence contiendront les marchands dans de justes bornes, plus sûrement que la loi la plus sévère et que la police la mieux compassée ». Dès 1755, le *Journal du Commerce*, le *Journal Economique* se rallient à la thèse de la liberté qui s'affirmera de 1750 à 1760 avec Vincent de Gournay et Quesnay ; le dernier se placera d'ailleurs à un point de vue spécial, tout physiocratique, pour réclamer cette liberté : il ne la demande que pour accroître les revenus du producteur et augmenter ainsi la richesse nationale (le produit net).

A partir de 1759, le mouvement d'opinion créé par les Economistes sera d'ailleurs favorisé puissamment par une suite de bonnes récoltes qui firent baisser le prix des grains : les cultivateurs, cessant d'être rémunérés par la vente de leurs produits, réclamèrent à grands cris des débouchés plus larges. Le gouvernement céda, et par la déclaration du 25 mai 1763, enregistrée seulement en décembre, proclama que le commerce des grains serait libre à tous, sans formalités. La réglementation concernant la ville de Paris restait cependant en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Par malchance, une succession de mauvaises récoltes, les spéculations de la Compagnie Malisset, l'imprévoyance royale amenèrent une hausse des grains et même une terrible disette en 1770 : On rendit, *les Dialogues* de Galiani en témoignent, la législation nouvelle responsable du mal, et elle tomba pour un temps dans l'oubli.

Turgot. — Il nous faut arriver à Turgot pour trouver enfin un véritable essai de modifications profondes et de réalisations pratiques : Turgot, comme intendant de Limoges, avait eu l'occasion de percevoir les inconvénients graves du système de réglementation. Il avait alors, dans une série de Lettres, formulé ses vues sur la question : « Mes principes sont :... liberté dans l'intérieur de vendre à qui l'on veut, quand et où on veut, sans être assujetti à porter au marché public, et sans que qui que ce soit se mêle de fixer le prix des grains ou du pain... » (Lettre à Tucker 10 déc. 1773). Aussi est-il des plus ardents à s'élever contre « les préjugés que l'habitude a enracinés et que l'ancienne conduite de l'administration a le plus consacrés, à savoir l'idée que la subsistance publique est liée à la vente des grains dans les marchés : quand ils sont dégarnis, on croit toucher à la famine, et la crainte devient universelle ». Bien au contraire, ajoute-t-il, « les règle-

ments et les gênes ne produisent pas un grain de plus, mais ils empêchent que le grain surabondant dans un lieu ne soit porté dans les lieux où il est le plus rare » (Lettre à Terray, 1770). Il cite à cet égard, comme exemple des plus significatifs, les prix du froment en 1740-1741 où, tandis qu'à Angoulême il se tenait à 15 livres d'octobre 1740 à juillet 1741, il atteignait à Paris, et ce jusqu'en février 1741, 42 livres pour ne descendre, entre mars et juillet 1741, qu'à 32 livres. D'un mot il caractérise l'ancien système ; « lorsqu'il n'y a pas de liberté, c'est l'avidité (des marchands) qui marchande avec la terreur (des acheteurs) ».

Partisan convaincu des idées économiques de liberté, Turgot essaya, lors de son passage au pouvoir, de corriger les règles qui étouffaient le marché. Les édits de septembre 1774 et les lettres patentes de novembre 1774 remettrent en honneur les prescriptions de 1763-1764, sauf pour la ville de Paris, qui ne sera appelée à bénéficier du nouveau régime que par la déclaration de février 1776.

Les motifs de cette déclaration contiennent le meilleur aperçu, la critique la plus serrée des contradictions auxquelles aboutissaient les anciens règlements et des gênes qu'ils faisaient supporter aussi bien aux marchands qu'au public.

« La législation ancienne équivalait à une prohibition d'apporter des grains à Paris : non seulement divers droits en augmentent le prix, mais les règlements en empêchent l'abondance ;

« L'ordonnance de février 1415, renouvelée par arrêt du 19 août 1661, défend d'ôter des sacs les blés arrivant par terre et de débarquer ceux venant par eau, en sorte qu'ils sont exposés à se corrompre. Le même arrêt de 1661 défend également de faire aucun amas de grains et d'en laisser séjourner dans les lieux d'achats, sur les ports de chargement ou les routes. Ces règlements réunis interdisent à la ville de Paris tout moyen de conserver des grains dans son intérieur et d'en avoir dans ses environs.

« La même ordonnance de 1415 impose au marchand de vendre avant le troisième marché, et cependant l'arrêt de 1661, après avoir interdit au marchand de faire aucun achat dans Paris, défend, même à tout boulanger, d'acheter plus de deux muids par marché. Ainsi la même police force de vendre et défend d'acheter. En s'y conformant exactement, la capitale ne pourrait jamais avoir de provisions que pour onze jours (intervalle de 3 marchés), les marchands n'y portant jamais que les quantités qu'ils seraient sûrs d'y vendre.

« Un arrêt du Parlement (23 août 1565), défend aux

marchands de faire sortir de la ville le grain qu'ils y auraient amené. Une ordonnance de 1622 porte cette défense à la zone des dix lieues. Cette police devient un point de séparation infranchissable entre toutes les provinces qui pourraient profiter des avantages de la navigation. La Bourgogne, surchargée de grains, ne pourra secourir la Normandie affligée de disette pour la seule raison que la Seine traverse Paris et son arrondissement.

« Les règlements enjoignent au négociant de vendre en personne : on ignorait alors que le laboureur ne peut abandonner sa culture et le négociant le soin de son commerce, sans faire des frais qui augmentent inutilement le prix des grains.

« Enfin l'obligation imposée par l'arrêt du 19 août 1661 à ceux qui font le commerce des grains de passer leurs factures par devant notaire, de les représenter aux officiers de grains et de les faire enregistrer est contraire à tous les usages, au secret et à la célérité des affaires.

« Ces lois, ajoute la Déclaration, restaient inexécutées, mais menaçantes : aussi le gouvernement se crut il obligé de pourvoir par lui-même à l'approvisionnement de la capitale. Or, ses agents portaient, dans tous les marchés où ils paraissaient, l'alarme et le renchérissement... »

Comme conclusion, Turgot opérait une véritable révolution : la déclaration proclamait la liberté absolue de vente dans Paris et la zone des dix lieues, la même liberté des achats, la suppression des « lettres de voitures » passées devant notaire, et celle des droits sur les blés.

Par un autre édit de février 1776, Turgot avait décidé la suppression des officiers des ports, quais et Halles de Paris : de délai en délai, il ne fut jamais exécuté.

Un lit de justice avait été nécessaire à l'enregistrement de ces édits. L'opposition triompha par la chute de Turgot, et dès août 1776, sans que l'abolition en fût formellement proclamée, le régime de liberté était répudié par Necker.

Ce dernier était un partisan déterminé des préjugés anciens : il pensait que « la loi doit défendre l'intérêt général contre l'intérêt personnel » (*Sur la législation et le commerce des grains*), affirmation qui surprend un peu dans la bouche d'un homme qui, par ailleurs, prétendait « qu'en économie politique et en administration, il n'est rien d'absolu ». Sa politique en matière de grains consista en effet à agir suivant les circonstances ; et, de la coexistence des lois inobservées, mais toujours en vigueur de Turgot, et des instructions de Necker résultera une

confusion profonde, peu faite pour restaurer le commerce des blés. Calonne, à son tour, par une déclaration du 17 juin 1787 remettra en honneur les édits de 1764 et 1776, que lors de son second ministère, Necker fera, par un arrêt du 23 novembre 1788 disparaître à nouveau, déclarant ne rien vouloir innover aux règles de police suivies anciennement pour l'approvisionnement de Paris.

La Constituante enfin, rompant définitivement avec le système oppressif, liquidera le passé, et par la loi des 12-19 septembre 1790, ordonnera la vente à bref délai des stocks appartenant à l'Etat. C'était marquer le retour à une liberté stable du commerce intérieur des blés.

Il paraît intéressant de signaler, en regard des pratiques de l'ancien régime, la marche actuelle du commerce des blés.

Au ^{xx}e siècle, les cultivateurs offrent leur blé sur échantillon, et, en cas de vente, livrent soit au moulin du meunier acheteur, soit à la gare la plus voisine. Les transactions se font sur sacs de 100 kilos, sauf dans le Nord (75 kgs.) et en Beauce ou Bourgogne (120 kgs.).

Le marché de Paris est libre. Le courtier prélève

une commission de 0 fr. 10 par quintal. Le blé doit être sain, loyal et marchand.

Un marché réglementé se tient tous les jours à la Bourse du commerce : il a pour base la filière, sorte de billet à ordre émis par le propriétaire d'une couche de 250 quintaux de blé, entreposée dans les magasins généraux de Paris, circulant par endossement jusqu'à la liquidation. La note officielle est établie journellement par les courtiers assermentés.

CHAPITRE III

LES HALLES ET MARCHÉS AU BLÉ DE PARIS

PREMIÈRE SECTION

La création des Halles, c'est-à-dire d'endroits où se réunissaient marchands et acheteurs, fut une nécessité économique avant de répondre à un intérêt fiscal. De simple commodité pour le commerce, l'existence de ces marchés devint peu à peu la source, pour le Trésor, de revenus importants.

Si le particulier y trouvait la liberté du choix entre des marchandises abondantes, si le marchand de la ville goûtait la satisfaction et le profit de voir limitée à ces jours de marché la concurrence des marchands forains, la royauté, pour sa part, y récoltait une foule de droits, pour la location des places aux marchands ou aux communautés des marchands, pour la vente des marchandises, et par la création de multiples officiers chargés d'y surveiller les opérations.

Pour toutes ces raisons, facilité des transactions et facilité du contrôle, la fréquentation des marchés et des Halles sera, sauf dispense spéciale, obligatoire à des jours déterminés pour tous les marchands.

Au ^{xii}^e siècle, les blés venaient à Paris, à peu près exclusivement par voie de terre, de la Beauce, du Vexin et de la Brie. La vente s'effectuait dans la halle de la Juiverie, située dans l'Ile de la Cité à peu près à la place de l'Hôtel-Dieu actuel. Cette halle fut démolie au ^{xvi}^e siècle par le chapitre de Paris qui, propriétaire du terrain, édifia à la place des maisons de rapport.

Sous Louis le Gros, le terrain des Champeaux, sis en dehors de la seconde enceinte de Paris, et qui appartenait au roi, à l'évêque de Paris et au chapitre de Sainte-Opportune, fut rattaché au Domaine royal. Le marché qui y était établi s'accroissait en même temps que la population de la ville, et bénéficiait, de ce fait, des attentions de Philippe-Auguste, qui, pour le mieux achalander, y transféra en 1181, la foire Saint-Lazare.

Devenues dès lors importantes, les Halles, ou Alles de Paris (appelées ainsi parce que chacun y allait, nous dit Gilles Corrozet), furent agrandies de terrains confisqués aux Juifs que Philippe-Auguste avait, en 1182, expulsés du royaume ; l'argent confisqué

sur eux servit d'autre part à entourer le nouveau marché d'une muraille percée de cinq portes, qui restaient fermées pendant la nuit, et bordée de logettes abritées par des auvents. Dans ces Halles des Champeaux se tenaient une foule de marchés divers (1) : marchés au poisson, aux bijoux, aux draps, au charbon, au blé. La halle au blé occupait une place « d'une étendue considérable » dans la partie nord. Les côtés en étaient bordés par des bâtiments occupés en partie au rez-de-chaussée par les greniers royaux, et au premier étage par les marchands forains des villes environnant Paris. Au centre de la place, se trouvait un petit édifice où étaient installés les peseurs publics : c'était le « Poids du Roi ».

Cet emplacement n'était d'ailleurs pas uniquement réservé aux transactions sur les blés : le marché aux farines s'y tenait tous les jours ; le jeudi après-midi on y vendait des beurres de Gournay, le samedi de la chandelle, le mercredi et le samedi de la viande de porc frais ou salé. Tous les jours, s'y débitaient également du chanvre, des filasses, de la boissellerie.

L'ensemble de ces nouvelles halles — qui prit le nom de Grandes-Halles ou Halles des Champeaux —

1. Léon Biollay, *les Anciennes Halles de Paris*.

fut compris à l'intérieur de la nouvelle enceinte de Paris construite en 1190 par Philippe-Auguste, et sis sur l'emplacement des Halles actuelles.

Elles reçurent jusqu'en 1790 les blés de France, de Picardie et du Vexin. La Halle de la Juiverie resta affectée à la réception des blés de Beauce, et prit le nom de Halle de Beauce.

Le trafic des grains s'effectuait également, au fur et à mesure que la population parisienne s'accroissait, sur les ports de la Seine. Déjà, sous Louis VIII, le port Saint-Landry qui est parallèle à notre rue du Cloître-Notre-Dame, avait été aménagé dans ce but par la Hanse Parisienne. Cette Hanse était une puissante association de marchands par eau, origine de l'échevinage parisien, ayant le monopole privilégié du commerce par eau aux abords de Paris. La Hanse avait été autorisée à lever un droit de trois deniers, par bateau de blé, pour la construction de ce port.

Sous Philippe-Auguste, le Port-de-Grève reçut la même destination : il prendra par la suite une grande extension, puisque sous Louis XII, il s'étendait de l'Hôtel de Ville actuel au pont du quai Bourbon.

En 1383, les blés arrivent aussi au port Pépin, le quai du Louvre actuel, qui prendra, au xvi^e siècle, le nom de Port au Blé de l'École-Saint-Germain-l'Auxerrois.

Jusqu'au xv^e siècle au moins le commerce des blés s'effectua bien plus couramment par voie de terre que par eau ; on en trouve la preuve dans une ordonnance du 30 janvier 1350 répartissant les jurés mesureurs de la manière suivante : 24 aux Grandes-Halles, 12 à la Juiverie et 18 seulement aux différents ports.

Ces Halles et marchés étaient surveillés et entretenus par des officiers royaux dont nous parlerons plus loin. Ils s'acquittaient assez diligemment de leur tâche, puisqu'il semble que le mauvais état des Halles n'ait jamais donné lieu qu'au xiv^e siècle à des plaintes énergiques. Vers 1263, nous voyons la royauté commencer l'essai d'un autre système d'entretien des marchés : saint Louis se défit à cette époque de l'une des Halles des Champeaux en faveur des merciers, à condition que les locataires paieraient une rente annuelle, feraient les grosses et petites réparations, et même reconstruiraient l'édifice à leurs frais, au cas de destruction, sans diminution de loyer.

Ce mode de location, qui assurait au Domaine un revenu certain, se généralisa et resta en usage jusqu'à la réformation des Halles, réformation rendue nécessaire par le délabrement des bâtiments.

A cette époque, en effet, l'état économique déplorable de la France rendait trop pesant aux marchands le paiement des redevances auxquelles les astrei-

gnait la fréquentation des marchés. Même les corporations locataires de halles ne pouvaient plus faire face à l'entretien des locaux. L'autorité royale s'en émut, renouvela les prescriptions rendant obligatoire l'apport des denrées aux Halles, et en confia en même temps la réfection à Pierre des Essarts, prévôt du Roi (ordonnance du 5 mai 1408), exprimant l'espoir que les Halles « fussent à nouveau comme au temps passé, sans comparaison l'une des plus belles choses de Paris à voir ». Pendant un siècle, le Domaine tira partie des Halles vacantes par des aliénations qui lui permettaient de concentrer les marchands qui fréquentaient encore le marché. Toutes ces opérations servaient donc à la fois les intérêts du public et ceux du Trésor royal.

Vers 1575, la réformation était achevée, et dès lors les Halles devenaient surtout un marché consacré au commerce des vivres. L'enceinte des nouvelles Halles était constituée par des maisons à arcades dont les piliers devinrent les « piliers des Halles ».

Les grains devaient également se vendre au marché dont la fondation avait été autorisée par lettres patentes du 6 février 1723 au faubourg Saint-Honoré (rue de Surène actuelle), sur d'anciens marais, car nous voyons dans le tarif annexé que les vendeurs de

grains payaient par semaine 1 sol. 6 deniers, de même que chaque grainetier étalagiste.

Un dernier marché fut enfin bâti sous Louis XV. Les créanciers du prince de Carignan avaient fait saisir en 1741 et démolir en 1748 l'hôtel dit de Soissons, sis à côté des Grandes-Halles. Les magistrats de la Ville acquirent en 1755 le terrain pour 28.367 livres, et furent autorisés par lettres patentes du 26 novembre 1762 à y construire un édifice pour la vente et l'entrepôt des farines et du blé. Il fut bâti en forme de double galerie annulaire entourant une cour à ciel ouvert. Le diamètre total est de 68 mètres ; la cour centrale a 19 mètres de diamètre. Le tout fut terminé en 1772. Ce n'est qu'en 1783 qu'on couvrit la cour pour servir d'abri aux grains. Un système de voûtes construites en brique évitait à l'intérieur les risques d'incendie. Ce bâtiment est devenu notre Bourse du commerce.

L'ouverture d'un marché et son inauguration se faisaient en grande pompe, en présence du Lieutenant-général de police ou de son délégué, de Commissaires du Châtelet, du clergé ; une procession solennelle se déroulait dans l'enceinte du marché, qui recevait, à l'issue de la cérémonie, la bénédiction sacerdotale.

SECTION II

La surveillance du commerce et le soin de l'approvisionnement de Paris appartenaient au Prévôt de Paris (1), qui eut, à partir de mars 1498, pour l'assister deux lieutenants nommés par le roi desquels ressortissaient la justice civile et la justice criminelle. Jusqu'en 1630, ces deux officiers se disputèrent la police de la ville et de ses marchés: des lettres patentes du 24 mai 1639 l'attribuèrent exclusivement au lieutenant civil.

Le Prévôt des marchands, qui partageait avec le Prévôt de Paris la responsabilité d'assurer, par eau, la subsistance de capitale, ne prenait aucune part à l'administration des Halles et marchés.

Les Halles ou les ports au blé de Paris n'étaient ouverts aux transactions que deux jours par semaine, le mercredi et le samedi. En temps d'abondance, les marchands conservaient la faculté de laisser ouvertes leurs boutiques en ville; les particuliers pouvaient même vendre en greniers aux prix du marché (ordonnance de 1577) (2). Mais il n'en restait pas moins que

1. Lettre patentes de Charles VIII, du 8 mai 1498.

2. Voir également lettres patentes du 3 fév. 1535, année où « l'abondance était telle qu'il n'était pas à craindre que les sujets puissent avoir disette. »

la fréquentation des Halles était théoriquement obligatoire, sous peine d'emprisonnement et d'amende ; on en donnait comme raison la nécessité d'avoir un marché abondamment garni où l'excès des offres sur les demandes pût amener une baisse des prix. Les véritables motifs étaient d'imposer ainsi aux particuliers l'emploi des titulaires d'offices et de faciliter la perception des droits dont les marchandises étaient grevées. Ces redevances étaient multiples et importantes : elles comprenaient les droits d'octroi, perçus parfois aux portes de Paris au commencement du xviii^e, plus fréquemment sur les marchés par les agents royaux ou les commis des fermes, — et les droits de marché proprement dits, perçus sur le marché même, soit en argent, soit en nature, à titre de droits de place ou d'indemnité due à la police chargée de maintenir l'ordre. — On a voulu voir l'origine des droits d'octroi dans des lettres patentes de décembre 1347, autorisant le Prévôt des marchands de Paris à établir un impôt sur les denrées entrant dans la ville. Cette mesure fut renouvelée annuellement, et rendue perpétuelle par François I^{er}, en octobre 1536.

Les principaux droits de marché, dont nous parle Delamare, étaient le tonlieu (sorte de patente et de péage grevant les ventes dans les villes), le droit de

hallage (ou droit de place dans les halles couvertes, s'accompagnant parfois d'un droit d'étalage), le droit de mesurage (sous les noms de minage, râclage, roulage), le droit de havage (faculté accordée au Bourreau de Paris de prélever sur les sacs de grains mis en vente autant qu'il en pouvait tenir dans la main), le droit de pesée... L'abbé Baudeau évaluait l'importance des droits perçus dans la capitale sur les blés au tiers de la valeur des blés vendus.

Les heures d'ouverture avaient été primitivement les mêmes pour les divers marchés ; mais comme il en résultait un mauvais équilibre des ventes, une disproportion entre l'offre et la demande, dès Philippe le Bel, une ordonnance du 12 mars 1321 porta que « le marché de Grève ouvrirait à l'heure que Prime sonne à Notre Dame, le marché de Beauce entre prime et tierce, et la Grande-Halle entre tierce et midi ». Un édit du 30 janvier 1350 confirmant ces prescriptions, ajoute que qui fera le contraire perdra la marchandise.

L'arrêt du Parlement du 18 septembre 1590 fixe l'ouverture du marché de Grève à 9 heures de saint Rémy à Pâques, et à 8 heures de Pâques à saint Rémy.

Une fois le marché ouvert, tous n'y avaient pas accès indistinctement, ce, afin que les petits ache-

teurs fussent protégés contre les gros achats des marchands, boulangers ou revendeurs. Nous trouvons à ce sujet toute une série d'édits renouvelant les mêmes interdictions :

Ordonnance de 1350 : les boulangers ne pourront entrer au marché des grains avant 11 heures en été, et midi en hiver ; les boulangers des faubourgs et forains après 2 heures en été et 3 heures en hiver ».

Ordonnance de février 1415 : « Les revendeurs, boulangers, meuniers, n'achèteront ou ne feront acheter aucun grain avant que le marché ait duré une heure, à peine d'amende arbitraire. »

Ces mesures sont confirmées dans l'ordonnance du 9 septembre 1439, et dans l'ordonnance du Châtelet du 23 novembre 1546. L'édit du 21 novembre 1577 réserve très explicitement le marché, aux bourgeois jusqu'à 11 heures en été et midi en hiver, puis aux boulangers de 11 à 1 heure en été, de midi à 2 heures en hiver, et enfin en autorise l'accès aux boulangers forains et des faubourgs, le tout sous peine de confiscation et d'une amende de 20 livres parisis. Cette pratique persista (cf. Ordonnances du 30 mars 1635, et de décembre 1672).

Tous ces règlements, concernant la police intérieure des Halles étaient lus, criés et publiés à son

de trompe, et affichés au lieu le plus éminent du marché pour être vus de tous.

Une foule d'autres prescriptions concernant l'accès et la sécurité intérieure des marchés étaient imposées à tous ceux qui s'y rendaient, ou même aux habitants d'alentour. C'est ainsi que dans le double but de débarrasser la voie publique et de mieux grouper les marchands à l'intérieur des Halles, il était interdit de louer à des revendeurs le devant des maisons qui avoisinaient le marché, ou même d'y souffrir aucun étalage qui pût embarrasser la voie publique.

L'intérieur des Halles était aussi très encombré. Les concessions qui, d'après les lettres patentes de 1595, et en dehors de son droit de placer les boulangers et autres marchands forains le Voyer de Paris pouvait accorder « suivant la volonté du roi saint Louis aux pauvres filles à marier nées en légitime mariage, ou à pauvres femmes veuves... », donnaient lieu à de multiples abus. Nous en trouvons trace dans un arrêt du conseil du 30 décembre 1698... « divers particuliers qui jouissent de certaines places situées dans la Halle aux blés... y ont fait construire des échoppes où ils étalent des marchandises même pendant les deux jours de marché public [des grains] quoique, de temps immémorial

et par les arrêts et règlements, cette place soit destinée à la vente des blés, et que ces concessions particulières n'ont pu avoir pour objet que les cinq autres jours de la semaine... »

La sécurité intérieure du marché des blés avait pour principal objet la lutte contre les dangers d'incendie. Les moyens préventifs alors adoptés sont encore, à l'heure actuelle, préconisés dans l'ordonnance du 12 août 1910.

Mais, dans l'ancien temps, les risques étaient bien plus graves : la présence de réchauds au milieu de la paille accumulée, la longueur de ces grandes galeries que la fumée envahissait instantanément, l'étroitesse des rues par où les secours débouchaient risquaient de transformer en sinistre la moindre alerte.

Aussi la première précaution consista, comme nous l'avons dit, à régler les heures d'ouverture des marchés, de manière à n'avoir pas à user de la lumière artificielle. Dans le même ordre d'idées, il était expressément interdit, bien que le froid fût très pénible en hiver aux marchands immobiles, d'allumer des feux, ou de se servir de chaufferettes non couvertes par un grillage en fer. Lorsque, vers 1650, l'usage du tabac se répandit dans le peuple, on défendit de fumer aux Halles à peine de 300 livres d'amende et d'interdiction de travail pendant un an

(ordonnance du 26 mai 1719). Les habitants dont les fenêtres donnaient sur le marché devaient les clore par des treillis en fer dormant, ou par des claies d'osier (sentence du 5 déc. 1664). Enfin, les portes et issues sur les Halles étaient cadenassées la nuit, ainsi que les dimanches et jours de fête : chaque maison était d'ailleurs frappée à cet effet d'une taxe annuelle de trois livres en faveur du Placier.

La lutte proprement dite contre le feu était moins bien organisée : il existait à la Prévôté, au Châtelet, chez les officiers municipaux des dépôts de seaux d'eau. En cas d'alerte, le guet réquisitionnait hommes et femmes pour faire la chaîne. L'alimentation était assurée d'une manière assez ingénieuse au moyen des fontaines publiques et des puits particuliers. Les habitants devaient, en cas d'incendie, jeter l'eau de leurs puits dans les rues qui étaient alors à chaussées fendues. La direction de l'écoulement était assurée par des barrages de fortune en terre. Tous ces moyens étaient suffisants : le Religieux de Saint-Denis raconte dans sa chronique que l'eau jetée ainsi pour l'extinction d'un incendie survenu le 23 août 1404, à l'École Saint-Germain-l'Auxerrois avait noyé deux personnes réfugiées dans une petite cour (1) !

1 Capitaine Cherrière, *la Lutte contre l'incendie*.

Avant la création par Colbert, en mars 1667, de la charge de lieutenant-général de police, aucun règlement ne s'occupe des dangers du feu. Cet édit, au contraire, charge le nouveau magistrat de connaître de toutes les questions relatives à l'approvisionnement... et de donner des ordres en cas d'incendie. Ce sera au marquis d'Argenson, successeur de La Reynie, que Paris devra, vers 1704, ses premières pompes à incendie. A partir de cette date, on organisa mieux les efforts : on eut recours aux spécialistes. Les maîtres des diverses professions du bâtiment furent tenus de se rendre au feu avec leurs ouvriers et leurs outils, chaque fois qu'ils en étaient requis (ordonnance du 7 mars 1760). La direction des secours appartenait au magistrat présent sur les lieux, chef du guet, commissaire-examineur ou lieutenant-général.

Enfin, depuis 1716, il y eut dans la capitale une organisation régulière de dépôts des pompes à feu, avec constitution d'un personnel fixe et entraîné.

CHAPITRE IV

LES OFFICIERS CHARGÉS DE L'ENTRETIEN DES MARCHÉS ET DE LA GARDE DES DENRÉES. PLACIERS-BALAYEURS

Le premier texte faisant mention des placiers-balayeurs ne date que de Charles V. Auparavant, durant près de trois siècles, l'usage difficilement observé en pratique était que chaque habitant, chaque marchand, nettoiyât au-devant et le long des murs de sa maison ou de sa boutique ; il devait faire porter à ses frais les immondices aux voiries. Sous un tel régime, les intéressés se souciaient très peu d'assurer la salubrité des Halles ou Marchés, où, bien au contraire, ils allaient porter leurs détritns. Les plaintes de certains habitants devinrent assez fréquentes et vigoureuses, pour que le Prévôt de Paris finisse par s'en émouvoir : il chargea, en 1374, quatre personnes du nettoyage du Marché de la place Maubert.

Telle fut l'origine des placiers et balayeurs des

Halles et Marchés. Cet emploi ne fut d'abord qu'une simple commission, octroyée par le Prévôt. La rémunération en était assurée par la perception d'une taxe levée sur chaque propriétaire ou locataire des maisons sises dans le marché, et sur chaque marchand y étalant ses denrées. Les titulaires devaient exercer en personne ; ils n'obtiendront que plus tard le droit de faire faire le service par des préposés.

Sous Louis XII, ces commissions devinrent des offices royaux ; la nomination des placiers appartient dès lors au Roi : il ne resta au Prévôt que le droit de recevoir leur serment, et de connaître de leurs demandes en recouvrement de taxes (1).

Les tarifs arrêtés par le Prévôt nous donnent idée de l'importance des charges que les droits attribués aux placiers faisaient peser sur les transactions. Un premier tarif de 1596, concernant la Halle au blé, révisé en 1668 dût être encore adouci par une ordonnance du 17 avril 1685, ce « pour avoir toujours l'abondance des marchandises et ne pas rebuter les pauvres gens qui les paient ». Chaque setier de blé ou autres grains payait quatre deniers, chaque étalage de grainetier ou autre tenant boutique dans la Halle, deux sols par semaine, chacune des maisons.

1. Arrêt du Parlement du 7 juillet 1688.

qui traversent de la Halle dans les rues adjacentes, trois livres par an. Il était expressément interdit aux Placiers de percevoir de droits plus élevés « sous prétexte de prétendue qualité de concierge des Halles ou de Juré-Visiteur des grains », ce qui donne à penser comme habituelle la tendance de ces officiers à augmenter par tous les moyens les revenus de leur charge.

Les mêmes taxes étaient attribuées par un édit du 5 février 1695 au placier du Marché neuf, office dont la création datait d'avril 1641.

Les Placiers devaient faire balayer les places où se tiennent les marchés, enlever les boues, les neiges, les immondices, et faire porter le tout hors de la ville. Ils entretenaient, à cet effet, des ouvriers, des équipages et des tombereaux. Le nettoisement devait être effectué aussitôt après la tenue du marché ou, au plus tard, le lendemain, à peine d'une amende de 20 livres pour les deux premières infractions, et de destitution à la troisième infraction (règlements du 3 déc. 1638, du 7 juillet 1688, etc.)

Le service dû par les Placiers s'accrut peu à peu : ils n'étaient tenus à l'origine qu'à faire nettoyer les places occupées par les marchands leur payant des droits. Le devant des maisons environnant les marchés restait confié aux soins des bourgeois et, plus

tard, des entrepreneurs de quartier. Ce ne fut que vers 1637, que les Placiers durent également s'en occuper, et, pour ce travail que les premiers règlements ne leur imposaient pas, l'entrepreneur général fut tenu de verser annuellement 800 livres au Placier des halles, et 200 à celui du Marché neuf.

Les Placiers assuraient la police intérieure du marché, faisaient respecter les prescriptions relatives au bon ordre, à la sécurité, aux dangers d'incendie, et étaient tenus de donner le jour même, à peine de répondre personnellement des dégâts et de l'amende, le nom des contrevenants aux Commissaires-examineurs.

Les arrêts du Conseil des 12 décembre 1684 et 20 juillet 1694, l'ordonnance de police du 17 avril 1685 réunirent à l'office de Placier la charge de « Portier des Halles » : le Placier dut dès lors se charger, de jour comme de nuit, de veiller à la sûreté des marchandises laissées aux Halles dans l'intervalle des marchés.

CHAPITRE V

LA SURVEILLANCE GÉNÉRALE DES TRANSACTIONS COMMISSAIRES. — EXAMINATEURS. — HUISSIERS. — SERGENTS

PREMIÈRE SECTION. *Commissaires-examineurs*

L'existence des commissaires-examineurs est des plus anciennes : on en trouve déjà trace à l'époque de saint Louis, sous le nom d'Enquêteurs.

A l'origine, ils ne furent que les « aides » des premiers magistrats dans l'administration de la justice : par leur institution et leurs fonctions, il étaient des juges. Aussi exigeait-on des postulants d'être gradués en droit et avocats. Ils étaient choisis, élus et reçus en la Chambre des comptes, dans la même forme que les Prévôts. Primitivement leur nomination n'était précédée d'aucune enquête ni examen ; mais lorsqu'en février 1521, François I^{er} transforma ces commissions en offices vénaux, une enquête préalable sur la moralité des candidats devint obliga-

toire (arrêt du Parlement, juillet 1546); peu après, un examen technique leur fut imposé. L'édit de janvier 1583 est très net sur ces points : « ces offices, dit-il, étant du nombre des plus importants de la judicature, doivent être tenus par des licenciés en droit, ayant exercé quelque temps la fonction d'avocat et préalablement subi l'examen en droit et pratique au Parlement — les autres conseillers-examineurs présents avec voix délibérative sur le fait et dans le jugement de la capacité et réception de leurs futurs confrères. »

Les Commissaires-examineurs avaient des fonctions multiples et importantes : à titre de juges et à titre de subalternes du Prévôt de Paris.

Comme juges, ils assistaient, à l'origine, avec voix consultative, au jugement des procès; mais, par suite de l'encombrement croissant des rôles, ils ne s'occupèrent plus, vers 1327, que de l'instruction des affaires. Comme subdélégués du Prévôt de Paris, il connaissaient de tout ce qui tombait sous la juridiction de ce magistrat, juridiction très vaste puisque le Prévôt royal, premier bailli de France, et lieutenant du roi dans la Vicomté, exerçait à la fois son pouvoir sur les nobles et sur les roturiers, nous, dit Dareste de la Chavane, comme juge, comme chef militaire et comme directeur suprême de la police.

Ce second aspect de leurs attributions nous intéresse plus particulièrement : il embrassait la sûreté publique, la surveillance des étrangers, les mœurs, le nettoyage de la ville et la police des marchés. Sur ce dernier point, les Commissaires-examineurs devaient « procurer l'abondance des vivres et maintenir la bonne foi des transactions » (1) : programme des plus étendus. Il fallait tout à la fois, pour essayer de le remplir, empêcher les accaparements, veiller au transport direct des grains à la Halle, conjurer la hausse des prix, surveiller les poids et mesures, visiter les marchés, s'assurer de la bonne qualité des denrées mises en vente. Il fallait faire des rapports, des recherches, des perquisitions incessantes pour tenter d'obtenir l'observance des règlements trop nombreux émanant d'autorités multiples. La tâche était, à vrai dire, facilitée aux Commissaires par nombre d'officiers placés sous leurs ordres, sous leur surveillance plutôt : c'est ainsi que les jurés-mesureurs leur faisaient rapport des quantités de blé par eux mesurées, des arrivages, des cours quotidiens, ou que les Placiers balayeurs devaient leur signaler les individus ayant troublé l'ordre intérieur des marchés...

1. Delamare.

C'était encore le Commissaire-examineur que, dans les années de famine, le roi chargeait d'opérer les distributions de vivres aux pauvres, de faire voiturier les approvisionnements vers Paris, ou même de se transporter en province, comme en octobre 1660, pour faire ouvrir et vider les magasins des spéculateurs ou des possesseurs de grains. Leur secours n'était pas négligeable, puisque Delamare nous apprend qu'à cette époque, ils découvrirent ainsi 5.858 setiers de blé en magasins, en firent voiturier à Paris 3.600 muids, et purent ramener le prix du blé de 34 à 23 livres.

Les Commissaires-examineurs étaient enfin consultés, avec voix délibérative, pour la confection des ordonnances, notamment sur la police du blé (Cf. Ord. du Prévôt de Paris, octobre et novembre 1432, 27 novembre 1434, 20 février et 21 avril 1437, février 1473...)

L'autorité et les fonctions des Commissaires étaient fort étendues : ils recevaient les plaintes, interrogeaient les accusés pris en flagrant délit, dressaient les procès-verbaux, pouvaient faire citer devant eux pour les mesures d'instruction ou devant le tribunal pour jugement, condamnaient jusqu'à concurrence de un écu d'amende, rendaient des ordonnances qu'ils faisaient exécuter par des sergents à Verge.

Aussi ces officiers jouissaient-ils d'une grande considération, et de privilèges appréciables : on les appelait du nom de « Maître », réservé aux premiers magistrats. Le roi leur disait, comme à ses conseillers, « mes amés et féaux ». Dans les pièces officielles ils n'étaient jamais autrement qualifiés, s'ils étaient nobles, que « nobles hommes », ou roturiers « honorables hommes et sages maîtres ». Ils avaient rang et séance et jouissaient des mêmes privilèges que les juges, parlaient couverts aux audiences, et, dans les cérémonies, marchaient devant les avocats, entre le Lieutenant-criminel et le Prévôt des marchands.

Le nombre des Commissaires-examineurs fut longtemps fixé à 16 : chacun d'eux était alors spécialement chargé de la surveillance d'un quartier de Paris (lettres de Philippe V, 24 avril 1337). Louis XI, en 1477, porta ce nombre à 18. Ramenés à 16 sous Charles VIII, les Examineurs se virent adjoindre 16 nouveaux collègues — les offices étant devenus vénaux, et le Trésor ayant trouvé ce moyen de gagner quelque argent. Après avoir été 60 en 1635, puis 48 en 1638, ils ne restèrent définitivement qu'au nombre de 55 depuis 1674.

Nous savons, par une ordonnance du 10 décembre 1630, que 18 d'entre eux étaient spécialement chargés de la police des marchés : les Halles en

avaient 6, le cimetière Saint-Jean 4, le Marché neuf et la place Saint-Michel 3, la place Maubert 3 et le port de l'Ecole 2. Les Commissaires du quartier des Halles avaient à surveiller — au point de vue police des vivres — les quartiers Saint-Denis, Saint-Eustache, Montmartre, Saint-Germain l'Auxerrois, Saint-Jean, Saint-Gervais, Saint-Antoine, le Temple, Saint-Martin, Saint-Merry. Ceux de la place Maubert la Cité et l'Université. Ils prenaient leur service sur les places de sept heures du matin à trois heures de relevée, et sur les ports de dix heures à trois heures.

SECTION II. — *Huissiers et Sergents*

Les huissiers et sergents étaient de simples agents d'exécution, chargés de donner avis aux Commissaires-examineurs des contraventions, de les accompagner dans leurs visites, de leur obéir, et de mettre à exécution leurs sentences.

Les sergents à pied et à cheval du Châtelet fournissaient caution. On leur attribuait, pour stimuler leur zèle, le tiers des amendes prononcées par les Commissaires.

Journellement, les deux Communautés d'huissiers et de sergents devaient distribuer, auprès du Commissaire-examineur le plus ancien de chaque quar-

tier un nombre suffisant d'hommes : l'ordonnance de septembre 1690 le fixait à douze dans chaque quartier. L'ancien Commissaire se réservait ceux qu'il jugeait nécessaires, et distribuait les autres à ses collègues, à raison de deux sergents au minimum.

Pour les polices extraordinaires qui avaient lieu régulièrement tous les dimanches, il était procédé comme suit : le Doyen des Commissaires-examineurs répartissait tous les quartiers de Paris entre six de ses confrères, en ayant soin de ne pas leur attribuer celui où ils avaient leur domicile. Puis il envoyait aux Communautés des huissiers et des sergents le nom des commissaires, sans indiquer l'endroit où ils opéreraient. Et à sept heures du matin, chaque commissaire examinateur trouvait devant sa porte un huissier à cheval et deux sergents à verge.

CHAPITRE VI

LES OFFICIERS CHARGÉS DES TRANSACTIONS SUR LES MARCHÉS

PREMIÈRE SECTION

Jurés mesureurs

Les Jurés mesureurs, comme leur nom l'indique, étaient chargés, entre autres fonctions, de mesurer les blés vendus. Il est donc nécessaire, avant d'aborder l'histoire de ces officiers, de jeter un coup d'œil rapide sur les instruments dont ils faisaient usage.

Sous l'ancien régime, les mesures de blé variaient d'une contrée à l'autre, malgré les efforts qui, de tout temps, avaient été faits en vue d'en amener l'unification : déjà, en 864, une ordonnance de Charles le Chauve demandait à toutes les villes du royaume de se conformer aux étalons royaux déposés dans son palais. Au ^{xviii}^e siècle encore, tandis qu'à Soissons l'unité courante était le setier de 80 livres, à Amiens celui de 57, à Noyon celui de 84,5,

Châlons comptait par boisseaux de 19 livres, et Troyes de 15 livres. A Sens, c'était le bichet de 34 livres, à Orléans la mine de 50 ; Le Mans se servait d'une « charge » de 12 boisseaux équivalant à 396 livres.

Ces mesures étaient d'une exactitude très relative, puisque d'une année à l'autre, la densité des grains pouvait varier.

D'après une enquête faite en 1673, Delamare donne comme usitées à Paris les mesures suivantes :

Mesurette.

Demi-litron (= 8 mesurette).

Litron.

Demi-quart (de boisseau).

Quart —

Demi —

Boisseau (équivalent à 15 litres actuels).

Minot (= trois boisseaux).

Mine (= deux minots).

Setier (= deux mines).

Muid (= douze setiers).

Les mesures courantes étaient le boisseau et le minot. Le setier et le muid ne servaient que de mesures de compte.

Les mesures d'usage étaient fabriquées d'après des étalons dont la garde, après avoir primitivement appartenu au roi, fut confiée, au XII^e siècle, aux

Jurés-mesureurs de sel. Ces officiers portaient également le titre d'Étalonneurs visiteurs des mesures. Les étalons-types étaient conservés dans une chambre à l'Hôtel de Ville ; les mesures étalonnées devaient leur être conformes. « Nul mesureur, disent les Statuts des métiers, ne pourra mesurer nulle manière de grains à nulle mesure qui ne soit signée bien et loyaument du sceau du Roi ; s'il a mesure et si elle n'est pas signée, il la doit porter au Parloir aux Bourgeois, et illec doit être justifiée et signée... »

Les mesures-étalons étaient en airain. La manière de s'en servir était invariable : le mesureur remplissait l'étalon à l'aide d'une écuelle de bois contenant des grains de seigle sec, puis vidait la mesure-type dans la mesure à vérifier, qui devait tenir le même volume de grains. Par la suite, afin d'obtenir un tassement plus régulièrement uniforme, on utilisa, au lieu de seigle, du millet, et au lieu d'écuelles, un crible.

Les dimensions des mesures étaient ainsi fixées :

	Hauteur			Diamètre intérieur		
	—			—		
Demi-litron	2	pouces	10 lignes	2	pouces	1 ligne
Litron	3	—	1/2 —	3	—	10 —
Demi-quart	4	—	3 —	5	—	—
Quart	4	—	9 —	6	—	9 —
Demi-bois.	6	—	5 —	8	—	—
Boisseau	8	—	2 — 1/2	10	—	—
Minot	11	—	9 — 1 pied	2	—	8 —

Il y avait trois manières de remplir les mesures : à comble, à grains sur bord et râclée.

A comble : il fallait, après avoir rempli la mesure jusqu'au sommet, jeter encore des grains dessus autant qu'il en pouvait tenir.

A grains sur bord : il suffisait que le bord de la mesure soit caché par les grains.

A ras : on nivelait les grains à hauteur du bord à l'aide d'un rouleau ou racleur. Ce dernier mode de mesure, le plus pratique, était le plus usité.

Nous avons vu que la garde des mesures était confiée aux jurés-mesureurs de sel. Une ordonnance de février 1415 fixe leur nombre à 24. Chaque fois qu'il était procédé par eux à une vérification, ils devaient être au moins six présents, trois anciens et trois nouveaux ; ils avaient soin de faire entourer d'une armature de fer, afin d'en empêcher la falsification, les mesures vérifiées que les commerçants employaient. Elles étaient de plus, marquées, au fond côté interne, d'une fleur de lys, et à l'extérieur d'une lettre variant chaque année. Les jurés-mesureurs et le Prévôt des marchands s'entendaient pour contrôler annuellement les mesures en usage chez les marchands et les regrattiers : toute mesure non marquée, corrompue ou altérée devait être saisie sans préjudice de poursuites ultérieures : elle était

détruite et l'on restituait au propriétaire l'armature en fer. Si un mesureur de sel ne révélait pas l'existence d'une fraude qu'il découvrait, il s'exposait à être puni d'une amende de 60 sous. Naturellement, il ne devait, pour opérer son contrôle, se servir que de mesures étalonnées, à peine d'une amende de 500 livres, ou, en cas de récidive, de destitution (édit d'octobre 1669).

Les jurés-mesureurs de blé avaient un rôle assez important dans la police des marchés : ils ne se contentaient pas de prêter leur concours pour mesurer les quantités de grains vendues, mais étaient de plus, nous dit Delamare, « les arbitres de la justice et de la bonne foi entre le vendeur et l'acheteur, les scrutateurs du commerce pour découvrir les abus et les fraudes qui s'y commettent... » C'est à eux que, par suite, le magistrat s'adressera pour connaître le prix des grains et l'importance des transactions.

Leur existence est des plus anciennes : ils formaient déjà au xiii^e siècle une communauté, mentionnée dans *le Livre des métiers*, placée sous le patronage de la Vierge. Leurs armoiries étaient « d'or à une fasce de sable, accompagnée de trois gerbes de gueules, deux en chef et une en pointe ».

Il fallait, d'après les Statuts de saint Louis, obtenir, pour devenir mesureur de blé, le congé des jurés

de la confrérie et du Prévôt des marchands. L'emploi relevait, en effet, depuis Philippe-Auguste de la municipalité de Paris qui avait obtenu le privilège de percevoir les droits de mesurage. Après que le prévôt s'était assuré de la moralité et des aptitudes du candidat, celui-ci devait jurer sur les saints avant d'entrer en fonctions que « ille mesurage ferait bien et loyaument à son pouvoir, de quelque manière de grains il mesurera ». Le candidat était alors mis en possession de son office par un des sergents de la Prévôté qui touchait, pour cette installation, 2 sols parisis (ordonnance février 1415). Le nouveau mesureur célébrait alors son entrée dans la corporation en offrant à dîner à ses compagnons.

L'emploi des mesureurs était toujours facultatif : ces officiers risquaient, s'ils voulaient imposer leur ministère, une amende de 20 livres et le fouet (ordonnance du 4 février 1567). Mais, par contre, tout acheteur avait le droit, pour les seules ventes supérieures à 1 boisseau, de demander l'intervention du mesureur. Les droits acquittés par le vendeur et versés au mesureur, étaient les suivants :

4 deniers par muid de grains mesurés en grenier ou en la nef.

4 deniers par charretée de grains.

8 deniers pour un char.

1 denier pour une somme de bête (âne, cheval), quelles que soient les tailles des sommes, charretées ou chars.

Un droit de 6 deniers était perçu sur chaque muid de grains vendu sur échantillons (1).

Les mesureurs avaient, nous l'avons vu, l'obligation absolue de se servir uniquement de mesures étalonnées et signées. Ils ne pouvaient trafiquer des grains « de nulle manière en la ville de Paris » ; c'est pour cette raison que les redevances leur étaient payées en argent et non en nature, ce qui les aurait entraînés à devenir commerçants. Ils ne pouvaient même acheter pour un Bourgeois que si ce dernier était présent au moment de l'opération (ordonnances 4 fév. 1567 et 22 nov. 1577).

Les mesureurs avaient le monopole de leur emploi : même les marchands grainiers devaient avoir recours à eux pour les ventes supérieures à 1 setier, toujours au cas où l'acheteur l'exigeait.

A part l'exemption du service de guet, l'emploi de mesureur ne comportait aucune faveur spéciale : il ne dispensait pas de payer la taille et les mêmes redevances que les Bourgeois.

Les ordonnances du 30 janvier 1350 et de février 1415 complétèrent cette réglementation. Elles répar-

1. Delamare.

tirent les jurés en trois « bandes » : l'une de 24 compagnons, fut attribuée aux Halles des Champeaux ; une autre de 18 alla en place de Grève ; la dernière, de 12, fut affectée à la Halle de la Juiverie. Ces ordonnances rappellent que nul clerc, nulle femme ne peuvent être mesureurs, que les mesureurs ne peuvent ni faire commerce de blé, ni s'associer avec un marchand de blé, ni héberger pour autrui en leur grenier, ni porter clé d'autrui grenier, ce à peine de confiscation de l'office. Elles rendent le mesureur juge de la bonne foi des transactions, en le chargeant de vérifier et de signaler tant à l'acheteur qu'au Prévôt des marchands, à peine de 60 sols d'amende et de perte de l'office, tous les sacs de blé qui ne seraient pas aussi bons dessous que dessus. La marchandise, en ce cas, était confisquée.

Une caution de 10 livres parisis, consignée entre les mains du Prévôt des marchands, devait garantir l'empressement et la vigilance de chaque mesureur.

Le titulaire de l'office devait exercer en personne et à tour de rang, chacun prenant et menant à bout la tâche qui se présentait : « qui brisait le rang payait à chaque fois 5 sols d'amende. »

Le tarif de 1415 attribuait aux jurés-mesureurs 2 deniers parisis par setier mesuré sur les places et marchés, ou 16 deniers par muid mesuré sur l'eau ou

en grenier. Ces droits étaient doublés lorsqu'il s'agissait, au lieu de blé, de farine.

Leur situation sur le marché mettait ces officiers à même de se rendre compte du mouvement et de l'importance des opérations traitées : aussi une nouvelle obligation va-t-elle leur être imposée, et, ainsi que le leur prescrit une ordonnance du Prévôt du 2 juillet 1438, ils « seront tenus de certifier et de rapporter chaque samedi par deux d'entre eux des trois marchés, par devers le clerc de la Prévôté de Paris, le prix que aura valu icelui jour le blé-froment, et l'indication des quantités vendues... même ment la partie du grain au plus haut prix qu'elle se sera vendue, ensemble les lieux où seront crûs les dits grains... » Cette obligation fut confirmée souvent (ordonnances des 12 décembre 1471, 23 novembre 1546, 21 novembre 1577, édit de décembre 1672).

La royauté espérait, à l'aide de ces renseignements, pouvoir empêcher la survente des grains, car le prix auquel les marchands avaient commencé la vente de leurs grains, et qui était inscrit par les mesureurs sur les registres de la Prévôté, ne pouvait être augmenté au marché suivant où le solde de ce même grain était remis en vente. Un extrait du registre restait exposé en la Chambre des mesureurs dans l'intervalle des marchés pour que le public ait connaissance des

cours. Le juré devait en outre indiquer aux acheteurs, si, entre temps, le vendeur avait fait un rabais. En cas de négligence, le mesureur encourait une amende de 100 livres et restait personnellement responsable de l'indû versé par l'acheteur en sus du prix marqué au registre.

La même réglementation s'appliquait aux officiers des ports. Ceux-ci avaient de plus l'obligation de se faire présenter et d'enregistrer les lettres de voiture le jour même de l'arrivée des bateaux.

Ces offices de mesureurs-jurés devinrent en février 1633 des offices royaux. Les charges furent dorénavant mises en vente par le roi, mais l'officier en fut propriétaire. Delamare prétend que cette création ne donna pas lieu à une vente, mais que les possesseurs de ces offices furent seulement tenus de payer au Prévôt des marchands une indemnité annuelle. En même temps 14 charges nouvelles furent jointes aux 54 anciennes et pour indemniser les anciens titulaires, on leur accorda le parisis des droits de leur charge, par augmentation des anciens droits, augmentation dont profitèrent d'ailleurs les nouvelles charges.

Devenus officiers royaux, les mesureurs furent reçus et installés par les officiers des justices royales après avoir acquitté la finance de leur office, un droit de 2 sols par livre, et un droit fixe de réception de

6 livres. Propriétaires de leur charge, ils ne tardèrent pas à se contenter d'en percevoir les profits, et furent même autorisés (édit de janvier 1697) à se faire suppléer par un « commis » qui prêtait serment. Il était perçu, pour cette prestation, la moitié des sommes fixées pour la réception des propriétaires.

La royauté, ayant dès lors en mains la possibilité de faire argent avec la création ou la suppression de ces offices, ne manquera pas de faire appel à cet expédient : un édit de février 1674 avait ainsi ramené à 54 le nombre des jurés-mesureurs. Un arrêt du mois d'avril, annulant l'édit, est significatif à ce point de vue : « Vu la requête présentée par les 68 mesureurs, disant qu'ils aimeraient mieux payer une somme de 36.000 livres es-mains du trésorier des revenus casuels s'il plaisait à Sa Majesté les rétablir en l'exercice, fonction et droits de leurs charges... »

Et non seulement les soixante-huit mesureurs furent maintenus, mais sans doute pour les dédommager de leur sacrifice pécuniaire, leurs droits furent relevés et portés à 15 deniers par setier de blé, droits qu'ils percevaient sur tous grains entrant à Paris pour y être consommés, ou passant debout, ou même sur les grains que les Bourgeois et monastères faisaient entrer en leur maison pour leur fourniture ou autrement.

La même opération sera renouvelée plus fructueusement en juin 1690. Moyennant un versement de 300.000 livres au Trésor royal, Louis XIV confirme les anciens privilèges des mesureurs, et augmente leurs droits sur l'avoine ; cependant ces nouveaux droits n'atteignent plus les provisions des Bourgeois.

A nouveau, en juillet 1704, le roi crée soixante offices nouveaux de « visiteurs et contrôleurs de grains ». C'était porter atteinte aux droits des mesureurs, qui ne manquèrent pas de réclamer. Une transaction intervint et en décembre 1705, ces offices furent supprimés ; par contre l'édit portait le nombre des mesureurs de 68 à 100 ; sur de nouvelles protestations, un arrêt du 18 juin 1706 ramena ce chiffre à 88 ; les vingt offices supplémentaires furent rachetés par la communauté des mesureurs de Paris qui versa au roi, pour cette opération, 252.000 livres.

Nous arrivons à l'année 1719, où le gouvernement qui, grâce au système de Law, se croyait fort riche, se crut en mesure de supprimer les offices de mesureurs et les droits sur les blés. Le lieutenant-général de police et le Prévôt des marchands devaient nommer des surveillants de marché, pour la garde des grains, payés par la Ville, et des employés, pour le mesurage, payés par le public, à raison de 12 sols le muid. Les anciens offices devaient être liquidés « sur

le pied du principal porté par leurs derniers contrats d'acquisition, sans qu'il puisse excéder 15.000 livres ». Pour aider à ce remboursement, les arrêts des 25 mars et 25 avril 1720 rétablirent les trois quarts des droits supprimés l'année précédente.

Mais le 20 mai 1720, la faillite de Law rendit impossible le versement d'une indemnité quelconque : un édit de juillet 1730 réablit au nombre de 80 les offices supprimés.

En 1759, toujours dans l'espoir de réaliser ainsi une opération fructueuse, le Gouvernement va supprimer encore les mesureurs, et ordonner la perception au profit du Trésor des droits attachés à leurs offices. Il accordait d'ailleurs aux titulaires dépossédés un traitement pensionnel de 95 livres par trimestre. Il se trouva que le système était désastreux, pécuniairement, pour le Trésor. Aussi, dès mars 1760, les offices furent temporairement rétablis : on prévoyait leur rachat ultérieur sur le pied de 20.000 livres, et la liquidation définitive devait commencer en 1771.

Enfin, en février 1776, un édit de Turgot supprima tous les offices sur les ports, quais, halles et marchés de Paris, y compris ceux des mesureurs : l'article 4 de l'édit indiquait que les propriétaires en seraient

remboursés de la même manière que la finance des offices avait été payée. Un office acheté moitié argent comptant, était remboursé moitié argent, et moitié en contrat à 4 o/o. Turgot put ainsi abolir sur-le-champ les droits sur les blés, seigles et farine. Le revenu des droits perçus sur les autres grains devait servir à payer notamment l'intérêt et l'amortissement des contrats émis pour la liquidation des offices.

La suppression, cette fois, était définitive.

SECTION II. — *Jurés-Porteurs.*

Delamare attribue l'existence de porteurs-jurés, individus à qui était confié le soin de décharger et de porter les grains du bateau et des voitures au marché, et de les verser du sac dans la mesure, à la préoccupation constante qu'aurait eue la royauté d'assurer l'honnêteté des manipulations et des transactions, et d'éviter les détournements et les vols.

On fait remonter l'origine de la corporation des porteurs au xiii^e siècle ; toujours est-il que son existence fut confirmée par des lettres patentes du 20 juillet 1410, que reproduisent celles de juin 1647. Ces lettres de 1410 désignent même les quatre membres de la corporation qui formaient également la « Con-

frérie de l'église Saint-Eustache », où étaient admis les porteurs habituels de la place de Grève. Cette corporation avait des armoiries d'argent à un Saint Christophe de gueule, l'enfant Jésus qui est sur son dos de même, tenant en sa main plusieurs épis de blés d'or. Les porteurs de la Halle et des ports ne tardèrent pas à demander la même faveur, et le nombre s'en accrut rapidement, si bien qu'une ordonnance de février 1415 fixera le nombre des jurés à cinquante, en réglant leur statut comme suit :

Le candidat, après avoir été reconnu de bonne vie et mœurs, et de capacité suffisante, prêtait serment de ne prendre salaire autre que le salaire ordonné. Il était alors mis en possession de son office par un des sergents du Prévot des marchands. Il devait, à son entrée dans la communauté, payer à dîner à ses « compagnons » et verser 4 écus à la boîte de la confrérie, servant de cautionnement susceptible de couvrir les dommages ou malversations dont il pourrait être reconnu coupable, cautionnement qui fut porté vers 1510 à 10 livres parisis.

Les 50 compagnons étaient partagés [en trois « bandes » fortes respectivement de 17, 17 et 16 hommes. Deux se tenaient à la place de Grève, la

revenus, et confiaient à des remplaçants, les plumets, le soin de compléter le maigre salaire, qu'ils leur accordaient, par des exactions ou des vols. Et dès 1546, le Parlement (arrêt du 7 septembre) et le Prévôt (ordonnance du 23 nov. 1546) furent obligés d'interdire l'emploi des plumets, de rappeler les jurés à l'observation des anciens règlements, leur enjoignant de se trouver chaque jour au marché en nombre suffisant, faute de quoi il deviendrait loisible à l'acheteur de faire porter son grain par qui bon lui semblerait.

Le règlement d'Henri III, de 1577, ne fait que remettre en honneur l'ensemble des dispositions qui précèdent, et interdit aux jurés-porteurs comme aux autres officiers de marché, de faire monopole, ou de se payer de leurs droits, en nature, à peine de 20 livres parisis d'amende.

Cependant la compagnie des porteurs des halles, qui (lettres patentes de décembre 1504) avait déjà absorbé la corporation des porteurs de l'école Saint-Germain-l'Auxerrois, avait de nombreuses et quotidiennes difficultés avec la compagnie des jurés-porteurs de la place de Grève, lutte d'autant plus ardente que ces derniers n'avaient point, comme leurs rivaux rang d'officiers royaux, et dépendaient du Prévôt

des marchands, alors que ceux des Halles relevaient du Châtelet.

Suivant que les grains à débarquer devaient être déchargés dans des greniers particuliers ou aux Halles leur transport était fait par la compagnie des porteurs de Grève ou par la compagnie des porteurs des Halles (arrêt du Parlement du 22 décembre 1612) : c'était une source de froissements, de procès et d'embarras constants ; or un édit de février 1633 porta de 55 à 63 le nombre des porteurs de Grève, et les transforma de simples commis du Prévôt en officiers Royaux. Rien ne s'opposait donc plus à la fusion des deux compagnies en une seule de 118 membres, qui fut partagée en six bandes administrées par leurs procureurs-syndics. Une seule différence subsista : les successeurs des anciens porteurs des Halles continuèrent à être reçus au Châtelet, et ceux des porteurs de Grève à l'Hôtel de Ville.

Un édit de décembre 1672 est assez intéressant en ce qu'il reconnaît officiellement l'existence des « plu-mets », qui avaient été supprimés en 1546 ; il enjoint aux Jurés de leur donner « salaire raisonnable », pour éviter que le Bourgeois ne soit rançonné par eux. Ce même édit interdit aux Jurés de s'associer avec les marchands de grains, d'exercer en même temps que celui de porteur les métiers de boulanger, pâtissier

ou menuisier, et d'acheter des grains pour leur compte ou pour autrui, à moins d'avoir avec eux le Bourgeois acheteur, à peine de 100 livres d'amende.

Les salaires des porteurs avaient été fixés par divers tarifs, dont voici le tableau :

Par muid	1611	1652	1712	1720
Décharge du bateau à terre et monter au grenier....			10 s.	
Simple décharge du bateau à terre.....	1 s.	4 s.		
Délier les sacs, emplir le mi- not et le verser.....	1 s.	1 s. 6 d.		1 s. 2
Décharge de la charrette à terre.....			1 s.	

Par setier :

Décharge du bateau à terre, fournir sac et voiture, les conduire sans monter au grenier : 5 livres, et par setier.....	8 s. 4 d.
Pour porter à col du port ou du marché chez le Bour- geois.....	10 s.
Pour conduire et monter au grenier, fournir de char- rettes, de sacs et de mon- teurs, le décharger : 6 liv.	

La corporation des jurés porteurs subit au xviii^e siècle les mêmes ennuis et les mêmes tribula-

tions que celles des mesureurs. Ainsi en 1708, elle dut, après de longs débats où le roi avait même prononcé la saisie réelle et l'adjudication des offices de porteurs, verser au Trésor 99.000 livres, pour racheter soixante charges nouvellement créées.

En 1720, la corporation fut abolie : l'arrêt du Conseil du 15 octobre porta que, dorénavant, le Lieutenant général de police, et le Prévôt des marchands nommeraient soixante-huit commis porteurs de grains pour remplacer les anciens jurés. Les tarifs subissaient en même temps une réduction sensible.

Mais en 1730, les offices qui n'avaient pu être remboursés furent rétablis au nombre de quatre-vingts, pour être à nouveau supprimés en 1759 : à cette époque on alloua aux porteurs une indemnité de 97 livres par trimestre jusqu'à la liquidation de leurs offices. Cette combinaison ayant paru, à l'usage, onéreuse pour le Trésor, les offices furent rétablis provisoirement en 1760, mais leur liquidation resta décidée en principe. Elle devait s'opérer sur le pied de 17.000 livres par charge.

Cette compagnie des jurés-porteurs subsiste encore de nos jours : le monopole du transport et de la garde des marchandises vendues aux Halles de Paris appartient aux « Forts de la Halle » (1), corps hiérar-

1. De Kergorlay.

chisé comprenant 691 membres embrigadés militairement sous les ordres d'un chef syndic. Les cadres de l'organisation sont choisis par le préfet de police. Les gains de chaque membre sont versés dans une caisse unique, et partagés par tête, après que des prélèvements ont été opérés au profit des Caisses de maladie, de retraite. Les salaires sont fixés par des taxes préfectorales (droits de décharge, droit de sortie, droit de resserre).

SECTION III. — *Jurés-Cribleurs*

La création de cet office est de date récente : elle est la conséquence des embarras financiers où se débattait la royauté. Ayant transformé en offices héréditaires toutes les anciennes maîtrises, et ne pouvant plus trouver de ressources à l'aide de ce moyen, elle eut recours à cette autre combinaison qui consistait à encombrer les marchés et les Halles d'une multitude d'officiers dont le besoin ne se faisait nullement sentir. Elle vendait ces nouvelles charges, et se constituait ainsi un bénéfice momentané, largement compensé par ce fait que ces nouveaux fonctionnaires étaient exempts de tout impôt.

La création de ces postes se traduisait finalement par une augmentation du prix des denrées, car le

titulaire de la charge percevait de nouveaux droits qui constituaient son revenu.

C'est ainsi que le métier de cribleur, absolument libre auparavant, fut créé en titre d'office par un édit de Louis XIV, de septembre 1704, qui justifiait cette mesure en ces termes : « Les services que rendent ces particuliers aux marchands de grains nous ont donné lieu de croire qu'ils feraient leurs fonctions avec plus d'exactitude et de désintéressement, s'il nous plaisait de leur donner nos lettres de provision et de fixer sur un pied certain les droits qu'ils percevront à l'avenir, en sorte que l'on ne puisse plus les leur contester. A ces causes... créons et érigeons en titre d'offices formés, cinquante jurés-cribleurs de blé, froment, seigle et orge, sur tous les ports, Halles et marchés de notre dite ville et des faubourgs de Paris, pour, par les pourvus des dits offices, cribler ou faire cribler, à l'exclusion de tous autres, tous les dits grains qui y arriveront, lorsqu'ils en seront requis par les marchands et boulangers. Faisons défense à toutes autres de s'immiscer dans les dites fonctions sous 500 livres d'amende, dont moitié applicable au profit des jurés-cribleurs. »

L'édit fixait la rémunération de ces officiers à 20 sols par muid de blé criblé, et leur permettait de ne pas exercer en personne, et de se faire remplacer.

Le Prévôt des marchands avait qualité pour recevoir leur serment, et les installer.

Cette mesure rapporta au Trésor la somme de 250.000 livres.

SECTION IV — *Commissionnaires-facteurs.*

Jusqu'au xvii^e siècle, l'emploi des Commissionnaires fut formellement interdit (Cf. § 11 de l'ordonnance du 21 nov. 1577) ; leur entremise pouvait être dangereuse en ce que leur situation leur permet de renseigner leurs commettants sur la situation du marché, et de contribuer ainsi, dans certains cas, à diminuer les arrivées de denrées ; leur aide pouvait augmenter la cherté des vivres, et contrecarrer facilement les dessins de l'autorité.

Il fallut les pressants besoins d'argent de la fin du règne de Louis XIV, pour que fut envisagée et réalisée la création des offices de jurés-vendeurs ou facteurs. Au nombre de 60 en septembre 1690, ils furent portés à 70 dès juin 1692. Le rôle de ces nouveaux officiers était de vendre ou de faire vendre les blés et grains qui leur étaient envoyés par les marchands et laboureurs. Ils se chargeaient d'en recouvrer le prix sur les acheteurs, et demeuraient garants de la solvabilité de ces derniers. Les candidats Jurés-vendeurs n'étaient admis à prêter serment

que s'ils étaient de bonne vie et mœurs, et après que leur aptitude avait été contrôlée par le Prévôt. Leurs bureaux devaient être installés aux abords des halles ou des ports. Leur comptabilité était soumise au visa du Prévôt des marchands. Ils touchaient comme rémunération un droit de 3 livres pour chaque muid vendu par leur intermédiaire et un droit de 1 liv. 1/2 sur chaque muid de blé vendu par ceux-mêmes qui l'avaient introduit dans Paris (1). Le vendeur restait d'ailleurs entièrement libre d'avoir, ou non, recours aux bons offices des jurés-vendeurs.

A peine créés, un arrêt du Parlement du 20 novembre 1699 remit en vigueur l'interdiction d'employer des facteurs. On finit cependant par les tolérer, en raison de leur utilité incontestable, à partir de 1737 environ ; les mercuriales de cette époque constatent leur présence. Des blés du roi, achetés de 1763 à 1774 pour l'approvisionnement de Paris, furent vendus par des facteurs et factrices placés sous la surveillance du Lieutenant-général de police. Mais leur emploi n'était qu'une tolérance, et c'est la seule raison pour laquelle ils ne furent pas supprimés en 1776. Au contraire, un texte officiel, l'ordonnance de police du 3 avril 1779, mentionne leur exis-

1. Biollay.

tence, et, pour remédier aux abus par eux commis (fraudes sur le prix réel de vente, droits de commission abusifs) les oblige pour l'avenir à remettre au Lieutenant-général l'état de leur situation envers leurs marchands et celui de leur bien personnel. Les jurés-facteurs ne furent plus, dès lors, des officiers, mais de simples commissionnés. On exigea d'eux une fortune personnelle de 50.000 livres ; on les obligea à payer, à leurs mandants, le prix des ventes, le jour même, et à remettre à un Commissaire-examineur tous les jours également, l'état de leurs opérations. Le taux de leur commission fut élevé, mais ils ne restèrent plus que 15 facteurs au blé. Les forains qui ne venaient pas vendre eux-mêmes durent, obligatoirement, avoir recours à leur ministère.

Il ne faut d'ailleurs chercher que dans une raison fiscale la cause de cette situation privilégiée. Les quatre commis attribués en 1759 à la Ferme générale ne parvenaient pas à déjouer les fraudes : la Ferme ne pouvait donc sauvegarder ses perceptions qu'en obtenant que la vente des denrées assujetties aux droits s'accomplît par l'intermédiaire d'agents placés dans une situation dépendante.

Le factorat se maintint ainsi jusqu'à la Révolution.

CAPITRE VII

LES MARCHANDS DE GRAINS EN GROS

C'est surtout à l'encontre des « marchands en gros », c'est-à-dire des commerçants faisant le commerce du blé en gros, que s'exerça pleinement la méfiance de la royauté. Elle multipliera contre eux précautions et règlements, estimant que dans ce commerce des blés, « la moindre faute intéresse toujours le public », et visant les trois buts suivants :

a) Lutter contre les tentatives de monopole ou de constitution de stocks exagérés.

b) Lutter contre la mauvaise foi des marchands, qui tendent à limiter les arrivages ou à cacher l'abondance des récoltes afin d'obtenir une hausse des prix de vente.

c) Préserver une certaine zone de terres labourées, destinées à constituer autour de la capitale une réserve de grains.

Le commerce des grains, à l'origine, fut entière-

ment libre : les Statuts des métiers d'Etienne Boileau permettent à n'importe qui d'être marchand, à la seule condition de « payer le tonlieu et la droiture que chacun des grains droit ». Mais la transformation du commerce de détail en commerce de jour en jour plus important, entraîna une intervention constante du pouvoir central, surtout à partir du xvi^e siècle.

Certaines incompatibilités furent établies : les laboureurs, les nobles, les officiers du Roi ou principaux officiers des villes, les mesureurs de grains et jurés-porteurs, les meuniers et boulangers ne purent trafiquer des grains (ordonnances des 27 novembre 1577, janvier 1629, 13 août 1699). Cependant, les officiers de marché étaient autorisés à vendre les grains qui leur étaient donnés en rémunération de leurs droits.

A toutes autres personnes, ce commerce restait permis « sans qu'il soit besoin de prendre ni avoir congé des officiers, gouverneurs et capitaines des lieux, singulièrement pour les grains qui sont achetés ou destinés à être amenés en la ville de Paris ». Il suffisait de faire enregistrer — à peine de confiscation et d'amende arbitraire — les noms, surnoms et demeure du candidat aux Greffes royaux. Il devait, de plus, déclarer à l'Hôtel de Ville de Paris le lieu

où il effectuait ses achats, et celui où étaient ses magasins et greniers. Cette obligation nous apprend d'une part, que les marchands, bien avant d'y être officiellement autorisés par l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1708, achetaient en dehors des marchés, et d'autre part, que la royauté, bien que défendant rigoureusement la pratique des magasins de blé, la tolérait pourtant.

Enfin, la déclaration du 31 août 1699 institue un nouveau régime, en exigeant des postulants qu'ils obtiennent la permission des officiers des justices ordinaires du Roi avant de s'établir, qu'ils prêtent serment devant eux, et qu'ils en fassent enregistrer l'acte aux greffes de ces justices. Cette prestation de serment à laquelle échappaient les marchands important de l'étranger ou bénéficiant de « permissions particulières d'exportation » ne coûtait que 30 sols, plus 20 au greffier.

Quelles étaient donc les principales restrictions apportées, dans l'intérêt de l'acheteur, à la liberté du négoce des blés ?

Les marchands bourgeois s'engageaient tout d'abord, par leur serment de réception, à amener au moins une fois par mois leurs grains au marché public de la ville où ils résident, à peine de cent livres parisis d'amende et d'interdiction de com-

merce (ord. de 1577), et d'en avoir à cet effet toujours quantité en greniers en dites villes, en un mot, d'assurer l'approvisionnement régulier de la capitale. Le Code Michaud (janv. 1629) établit à ce sujet une distinction entre les marchands bourgeois et les marchands forains ; tandis que ces derniers ne peuvent avoir de magasins à Paris et sont tenus de mener leurs grains au marché sans les arrêter en route, il est permis aux premiers d'avoir des greniers et de ne porter leur blé au marché qu'au minimum une fois par mois.

Il était interdit de vendre ailleurs qu'aux marchés ; les lettres patentes de 1305 le confirment : il est ordonné que toutes denrées qui seront amenées à Paris, seront rendues et amenées en plein marché, et défendu très étroitement que nul ne soit si hardi d'acheter ni de vendre ailleurs. L'une des raisons de cette prescription figure dans une ordonnance du Prévôt du 20 avril 1393 : « Pour obvier aux fraudes et malices qui sont déjà advenues par la coulpe de plusieurs marchands amenant vivres, en tant que ils ne les ont amenés et descendus pour vendre es-Halles de Paris ou autres lieux ordonnés... par quoi les faussetés et fraudes qui sont en aucuns d'iceux vivres ne peuvent avoir été vues et aperçues ne visitées par les jurés à ce faire ordonnés... l'on com-

mande aux marchands d'apporter leurs marchandises aux Halles ». Mais la raison majeure était certainement d'assurer, par ce moyen, l'abondance des grains, qui devait entraîner le bon marché, et de faciliter la perception des droits. « Il est de la dernière conséquence que la Halle de Paris soit toujours abondamment garnie, puisque c'est l'unique moyen d'y avoir toujours le blé à un juste prix ; l'accumulation des grains au marché amène la baisse des prix, tandis que la dispersion dans les campagnes en hausserait le tarif (de Boislisle). »

Il était interdit aux marchands d'acheter les récoltes sur pied (règlement du 6 novembre 1544), avant la récolte. L'édit d'août 1699 accrut la rigueur de cette interdiction : il frappait ces ventes de nullité : les deniers versés d'avance étaient perdus, et le marchand, privé désormais de la faculté de faire le commerce des grains, était passible de 3.000 livres d'amende et de punition corporelle.

Il était interdit aux marchands d'acheter sur les routes les grains venant aux marchés : « Nous défendons, dit une ordonnance prévôtale de 1299, que nuls, sous peine de corps, ne aillent contre les vivres qui viennent en la ville de Paris ». Une prohibition de même nature était faite également aux laboureurs : « les blés ne seront déliés ni vendus sur

le chemin, mais amenés tout droit. Une fois amenés ils ne seront levés jusqu'à ce qu'ils soient vendus... (ordonnance de février 1415). » Ces défenses sont rappelées dans l'ordonnance de novembre 1577.

Pour empêcher les trafiquants de provoquer à leur gré des variations dans les prix, en retardant l'arrivée à Paris des grains destinés à cette ville, il leur fut, de tout temps, enjoint de les y acheminer sans délai : c'est ce que dit formellement l'ordonnance du 3 mars 1396, ordonnant aux marchands « de venir, sans tarder, musser ou latiter, vendre à Paris... ni sans intervalles malicieux pour ne pas faire monter les prix en rationnant le marché. » Les mêmes prescriptions concernaient les bateaux : aussitôt chargé, et la charge d'un bateau variait de 20 à 30 muids, il devait être acheminé sur la capitale (ordonnance de 1373, 1376).

Il était interdit aux marchands d'acheter des grains aux alentours immédiats des villes. On cherchait ainsi à constituer, autour de la capitale surtout, une réserve de grains capable de concurrencer les arrivages coûteux des marchands, et de suppléer au besoin à leur absence. Les laboureurs et fermiers se trouvaient ainsi forcés, pour écouler leurs produits, de les amener aux marchés de la ville, où l'on escomptait que « l'incommodité du séjour et la hâte

de rentrer chez soi décideraient le laboureur à baisser ses prix ». Par un contre-coup heureux, le marchand, forcé d'acheter au loin, rapprochait, par son commerce, les blés qui, sans son secours, n'auraient jamais été apportés à la ville.

Le rayon d'interdiction, de deux lieues pour les villes de province, était beaucoup plus vaste pour Paris : le premier règlement qui en fasse mention, celui du 4 février 1567, le fixe à 8 lieues, chemin qu'une voiture chargée peut faire en une journée et représentant la distance maxima qu'un laboureur ait intérêt à couvrir pour vendre ses produits. Les marchands ne pouvaient, à peine de confiscation des grains et de 100 livres parisis d'amende dont un tiers au dénonciateur, acheter en deçà de cette limite. Mais ce rayon fut augmenté par une ordonnance du 8 janvier 1622, et porté à 10 lieues. Les grains ainsi introduits devaient être munis de certificats d'origine. Au delà de ces 10 lieues, les marchands approvisionnant Paris avaient le privilège, officiel depuis l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1708, de pouvoir faire leurs achats en dehors des marchés, directement chez les agriculteurs, que le lieu d'achat se trouvât ou non dans le cercle d'interdiction d'une ville de province. Cette pratique existait d'ailleurs depuis longtemps : elle était même reconnue par l'or-

donnance du 21 novembre 1577 qui prescrivait aux marchands de déclarer, en ce cas, l'endroit où ils achetaient leurs grains. Sitôt l'achat effectué, les grains devaient être expédiés sans retard à Paris.

Il était interdit aux marchands de s'associer entre eux, ce qui aurait pu leur permettre d'établir un monopole sur les marchés. L'édit de 1672, conçu en termes très généraux, vise les marchands « qui s'entendent ensemble pour augmenter le prix du grain » et fait défense de contracter telles sociétés. L'ordonnance du 13 août 1699 prononce, pour ce délit, des sanctions sévères : « ...défend à tous marchands de grains de s'associer entre eux à peine de confiscation, deux mille livres d'amende, et interdiction de commerce ; ne leur permet de s'associer, avec d'autres personnes pour raison dudit trafic, qu'en en passant acte par écrit, et en le faisant enregistrer dans le mois aux greffes des justices ordinaires ou ceux de police. » C'est dans le même ordre d'idées qu'il était enjoint aux marchands de vendre en personne ou par gens de leur famille, et non par personnes interposées (ordonnance 30 mars 1635).

Les marchands devaient débiter leurs grains au plus tard au troisième marché, même au rabais, sans pouvoir les mettre en greniers, sauf permission royale. Les grains invendus restaient sur place es-

sacs en quoi ils étaient (édit de février 1415). Les marchands ne pouvaient, après avoir déclaré leur prix de vente, le renchérir ; ils ne devaient vendre que de bonne qualité, à peine de perte des marchandises qui ne sont pas aussi bonnes dessous que dessus (ordonnance de 1350). Les blés ne pouvaient être transportés le même jour dans un second marché pour y être vendus. Tous ces règlements étaient d'ailleurs tournés, en pratique, à l'aide de ventes fictives.

Les marchands en gros, bourgeois ou forains, pouvaient exceptionnellement obtenir permission de mettre leurs grains en greniers, lorsqu'ils étaient trop échauffés ou mouillés et que leur perte pouvait s'ensuivre. Mais il leur fallait, alors, en demander l'autorisation au Prévôt des marchands qui faisait examiner les blés litigieux par deux jurés mesureurs : le marchand devait indiquer où il resserrait sa marchandise, et s'engager à rapporter sur les ports les dits grains dans un délai fixé d'avance (ordonnance de décembre 1672). Seuls avaient, d'une manière permanente, le droit de faire des magasins ceux qui étaient chargés des ordres du roi pour la subsistance des troupes (arrêt du Parlement, janvier 1693).

Les marchands étrangers, qui amenaient des grains à Paris, jouissaient du privilège d'être payés

le jour même par leurs acheteurs, à qui aucune lettre de répit ne devait être accordée (ordonnance de 1299 et arrêt du conseil du 18 décembre 1642).

Enfin, les marchands devaient fournir un certificat d'origine (visé par le notaire ou les agents locaux de la police des marchés) des grains introduits dans Paris, en mentionnant l'espèce et la quantité, afin d'éviter la constitution de magasins ou la vente en cours de route, sanctionnées par la confiscation et mille livres d'amende, et en indiquant aussi le lieu de provenance, afin que soit respectée la zone des dix lieues.

Les marchands étaient placés aux Halles et marchés par le Voyer de Paris, qui levait sur eux, à cette occasion, des droits de temps à autre.

Aucun chargement de blé ne pouvait remonter la Seine à destination des au-delà de Paris, qu'à condition de s'arrêter à l'un des ports de la ville, et d'être exposé en vente quatre jours entiers, dont un de marché, au prix du jour « afin que, durant iceux quatre jours, les habitants de cette dite ville puissent être fournis, et ayent faculté d'acheter » (ordonnance du Prévôt du 27 mai 1473).

Il semble que toutes ces entraves aient eu pour résultat de ne laisser qu'à un nombre très restreint de marchands en gros les soins d'approvisionner

Paris : d'Avenel estime qu'ils étaient vers 1650, tout au plus une vingtaine et qu'à eux tous, ils ne tenaient en magasin que 60.000 hectolitres. La capitale vivait donc un peu au jour le jour.

CHAPITRE VIII

MARCHANDS GRAINIERS

L'existence de petits commerçants au détail était indispensable au public, spécialement en notre matière, pour trouver au jour le jour le blé dont il n'aurait pu, sans cela, s'approvisionner qu'aux deux jours de marché hebdomadaire. Les marchands grainiers remplissaient cet office, servaient d'intermédiaires, et à ce titre, excitaient, eux aussi, la méfiance des pouvoirs publics qui voyaient en eux une cause de hausse des prix.

Ils formaient une Communauté dont les statuts remontent à saint Louis. Leurs armoiries étaient de sinople, à trois gerbes d'or, deux en chef et une en pointe et une coquille de même en abîme. A l'origine, seuls les hommes pouvaient en faire partie ; peu à peu les femmes y furent tolérées, puis reconnues officiellement comme membres, en novembre 1595 ; elles purent être reçues maîtresses et

partagèrent avec les hommes la jurande et les autres charges. En fait, elles s'occupaient surtout du commerce des grains autres que le blé.

Les statuts de la Communauté, renouvelés en novembre 1678, imposaient six années d'apprentissage, constatées par brevet, passé devant notaire et qui coûtait à l'apprenti un droit de dix livres, et deux années de compagnonnage. Le compagnon pouvait accéder à la maîtrise à condition de subir un examen technique, portant sur les différences entre les grains, et de payer divers droits (4 livres à chaque juré, 30 à la confrérie, 15 pour les frais de communauté, et 26 sols par an à la confrérie.

Quatre jurés (deux hommes et deux femmes) en fonctions pour deux ans et renouvelables par moitié, étaient élus dans les assemblées de la Communauté à la majorité des voix. Ils devaient avoir au moins six ans de maîtrise. Ces jurés visitaient au moins quatre fois par an tous les maîtres et maîtresses et en faisaient rapport.

Ces marchands grainiers de Paris ne pouvaient vendre de quantités supérieures à un setier de blé par jour sans faire appel à un mesureur-juré. Ils ne pouvaient garder en magasins plus de 8 setiers, ni acheter pour chaque jour de marché plus de 2 setiers (arrêt du 1^{er} février 1620 ; ordonnance mars 1669).

Ils n'étaient admis à pénétrer dans les Halles et marchés qu'à la seconde heure d'ouverture (ordonnance de 1415), et, d'après l'arrêt de 1620, qu'après midi seulement. Ces jours-là, il leur était interdit de vendre dans leurs boutiques en ville. Ils ne devaient d'ailleurs, en temps ordinaires, vendre à chaque particulier qu'un boisseau de grains au maximum.

Il était formellement interdit à ces marchands grainiers, de « regrater », c'est-à-dire de revendre à d'autres qu'à des particuliers, ou, les jours de marché, de revendre les quantités de grains achetées par eux-mêmes. On retrouve là le souci ordinaire du pouvoir central de supprimer les intermédiaires, et de contrecarrer les tentatives d'accaparement. Philippe le Bel, dès 1305, défendait : « que nul n'achète bled... pour le revendre le jour du même marché » ; Charles VI (ordonnance 6 février 1415), menacera les coupables de forfaiture : et, en 1439, on ajoutera à cette sanction la confiscation et une amende arbitraire. Ces trafics durent pourtant persister, car nous trouvons en novembre 1546, novembre 1671 et même décembre 1715 des ordonnances qui les interdisent.

CHAPITRE IX

LES BOULANGERS

Nous n'avons ici à envisager les boulangers que comme acheteurs de blé. Ils étaient, à ce point de vue, les plus gros clients des Halles de Paris, puisque Delamare évaluait, en 1686, à 5 ou 6.000 muids la quantité de blé qu'ils s'y procuraient. Ils étaient au xviii^e siècle environ 1.100 boulangers organisés en communauté depuis le xiii^e siècle.

Les boulangers ne pouvaient entrer aux Halles qu'aux heures où l'on présumait que les particuliers avaient déjà pu faire leurs provisions : 11 heures en été, midi en hiver (ordonnance de 1350). Il leur était défendu d'acheter plus de 2 muids de blé chaque jour de marché, afin qu'ils ne puissent pas, par de plus gros achats, dégarnir les Halles, ni avoir la possibilité de fausser les cours ou de faire des magasins de blé. Mais comme une si faible quantité était insuffisante à satisfaire les besoins des boulangers, il

fallut les autoriser à acheter ailleurs qu'aux marchés de Paris, toutefois cependant au delà de la zone des 8 lieues ; Delamare voit à cette mesure de multiples avantages : faire rentrer à Paris des quantités considérables de blé qui, sans cela, n'y viendraient point ; économiser aux boulangers qui désiraient faire transformer leur blé en farine dans un moulin suburbain, un double transport des grains ; permettre de moins souffrir des inondations qui arrêtaient les transports par eau des marchands de grains, alors que les boulangers les faisaient venir par terre. Par contre, il leur était interdit d'acheter en deçà du rayon des 8 lieues, car ils auraient empêché, en le leur achetant sur place, les laboureurs d'amener leurs grains eux-mêmes aux Halles. Une double dérogation était apportée à cette interdiction ; d'une part, les boulangers pouvaient acheter, par petites quantités, aux Halles et ports de Paris ; d'autre part, ils pouvaient également s'approvisionner au marché de Limours, à charge de rapporter un certificat des mesureurs locaux contenant l'indication des quantités achetées, sans quoi ils s'exposaient à une amende de 300 livres et à la confiscation de leurs grains, ou, en cas de récidive à une punition corporelle.

Ce marché de Limours avait été créé en 1625 en

faveur du cardinal de Richelieu ; il se tenait tous les mardis, et bien que situé en deçà de la zone des 8 lieues, bénéficiait, en vertu de lettres patentes du 1^{er} juillet 1643, de la faculté de vendre aux boulangers de Paris. Cette tolérance fut l'occasion de fort longs débats entre les boulangers et les jurés-mesureurs. Voyant diminuer le produit de leurs charges de tous les droits qu'ils ne pouvaient percevoir sur les blés achetés à Limours, les mesureurs demandèrent au Parlement de s'opposer à l'enregistrement de ces lettres patentes ; ils furent déboutés de cette prétention par un arrêt du 7 septembre 1644. Ils prétendirent alors astreindre les boulangers à acquitter une seconde fois, entre leurs mains, les mêmes droits que ceux payés aux mesureurs de Limours. L'arrêt du 8 mai 1680 donna tort à cette prétention abusive, et un autre arrêt du 28 mai 1683, confirmatif, interdit de percevoir aucuns autres droits que ceux perçus à Limours lorsque les boulangers rapporteraient un certificat des mesureurs de cette ville. A leur tour, les boulangers, abusant de cette faculté, allèrent par analogie dans tous les marchés de banlieue, et durent être rappelés à l'ordre par une ordonnance prévôtale du 9 décembre 1672.

BIBLIOGRAPHIE

- Afanassiev.* — Le Commerce des céréales au XVIII^e siècle.
D'Avenel. — Salaires et denrées.
Biollay. — Les Anciennes Halles de Paris.
Boyer. — Commerce des céréales.
Bord. — Histoire du blé en France.
— Le Pacte de Famine.
Cherrière. — La Lutte contre l'incendie.
Cilleuls (des). — L'approvisionnement de Paris en céréales.
Delamare. — Traité de la Police.
Franklin. — Dictionnaire des métiers de Paris.
Galiani. — Dialogues sur le commerce des blés.
Herbert. — Essai sur la police générale des grains.
Isambert. — Anciennes lois.
Mauguin. — Études historiques sur l'administration de
l'agriculture en France.
Turgot — Œuvres (7 lettres adressées à Terray...)

Vu : le Président de la thèse,

A. SOUCHON

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE. — Importance sociale du blé ; intervention du Pouvoir central.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Pourquoi et comment l'autorité royale interviendra dans la question de l'approvisionnement de Paris.....	9
<i>Première section.</i> — Les Entraves à l'approvisionnement de Paris ; causes naturelles : production faible ; causes artificielles : lenteur, cherté, insécurité des transports.....	9
<i>Section II.</i> — Solutions : la réglementation : ses inconvénients, multiplication des officiers de marché. Les mesures secondaires : insaisissabilité des vivres destinés à Paris, réquisitions et perquisitions ; zone des dix lieues ; greniers d'abondance ; achats faits par ou pour l'État. Les moyens exceptionnels.....	14
CHAPITRE II. — Les Tentatives d'affranchissement du Commerce des grains au XVIII ^e siècle ; les édits de 1763-1764 ; Turgot.....	33
CHAPITRE III. — Les Halles et marchés de blé de Paris.	43
<i>Première section.</i> — Création et emplacement des divers marchés au blé.....	43
<i>Section II.</i> — Leur police intérieure ; droits perçus ; accès du marché ; mesures de sécurité...	50
CHAPITRE IV. — Les Officiers chargés de l'entretien	

des marchés et de la garde des denrées : Pla-	
ciers-Balayeurs.....	59
CHAPITRE V. — Les Officiers chargés de la surveillance	
générale.....	63
<i>Première section.</i> — Commissaires-examineurs.	63
<i>Section II.</i> — Huissiers, Sergents.....	68
CHAPITRE VI. — Les Officiers chargés des transactions	
sur les marchés.....	71
<i>Première section.</i> — Les Jurés mesureurs.....	71
<i>Section II.</i> — Les Jurés porteurs.....	84
<i>Section III.</i> — Les Jurés cribleurs.....	92
<i>Section IV.</i> — Les Commissionnaires facteurs... ..	94
CHAPITRE VII. — Les Marchands en gros ; la méfiance	
des pouvoirs publics à leur égard et les restrictions,	
obligations et interdictions, par quoi elle se tra-	
duit.....	97
CHAPITRE VIII. — Les Marchands grainiers.....	109
CHAPITRE IX. — Les Boulangers (considérés comme	
acheteurs de blé).....	113

